



American Jewish Committee
A Century of Leadership

**L'antisémitisme
« Made in Iran » :
Les dimensions internationales
de la Journée d'Al Qods**

AJC

Publié par:

American Jewish Committee, Bureau de Berlin
Centre Lawrence Et Lee Ramer pour les relations Juives-Allemandes
Leipziger Platz 15 · 10117 Berlin
Tel.: +49 (030) 22 65 94-0 · Fax: +49 (030) 22 65 94-14
www.ajc.org · www.ajcgermany.org

Sous la direction de:

Arne Behrensen
Sergey Lagodinsky
Udo Wolter

Recherches documentaires:

David Kipp
Yves Pallade

Traduction:

Elif Kayi
Jean-Yves Camus

Mise en page:

take offset-druck gmbh

Photo de couverture:

Mike Schmidt

Copyright © 2007

Tous droits réservés

Copyright: American Jewish Committee, Bureau de Berlin
Berlin, mai 2007

*L'American Jewish Committee n'est pas responsable pour
le content des site web qui sont dénommé dans notre publication.*

Table des matières

| | | |
|------------|--|-----------|
| I. | Avant-propos | 4 |
| | Avant-propos – <i>Jean-Yves Camus</i> | 4 |
| | Mot d'introduction de l' <i>American Jewish Committee</i> – Bureau de Berlin | 5 |
| II. | Introduction | 7 |
| 1. | Une idéologie de la haine | 9 |
| | L'opposition à Israël crée-t-elle l'unité islamique ? – <i>Udo Wolter</i> | 9 |
| | La journée Al Qods et l'ascension du « Reich » islamique – <i>Alireza Nourizadeh</i> | 12 |
| | Avril 2006 : Téhéran, encore une conférence contre Israël – <i>Udo Wolter</i> | 14 |
| | Comment on épelle « sionisme » à Téhéran – <i>Reza Bayegan</i> | 15 |
| | Extraits de propos antisémites du gouvernement iranien, 1979-2006 | 17 |
| 2. | Réactions aux déclarations du Président Ahmadinejad | 19 |
| | Réactions de la presse et des gouvernements arabes à la diatribe anti-israélienne d'Ahmadinejad – <i>Udo Wolter et Jochen Müller</i> | 19 |
| | Réponse à Ahmadinejad : quelles stratégies ? – <i>Walid Salem</i> | 21 |
| | Cercle de Dialogue Iranien de Berlin : Prise de position face aux propos d'Ahmadinejad | 23 |
| 3. | Les dimensions internationales de la Journée Al Qods | 24 |
| | Tour d'horizon – <i>Arne Behrensen</i> | 24 |
| | Au Liban – <i>Mira Dietz</i> | 26 |
| | En Turquie – <i>Deniz Yücel</i> | 29 |
| | À Berlin – <i>Claudia Dantschke et Udo Wolter</i> | 31 |
| | À Londres – <i>Mark Gardner</i> | 34 |
| | Aux États-Unis – <i>Yehudit Barsky</i> | 37 |
| 4. | La campagne contre la Journée Al Qods à Berlin | 39 |
| | Trois années de campagne contre la Journée internationale Al Qods | 39 |
| | Appel à manifester d'octobre 2005 : Ensemble contre l'islamisme et l'antisémitisme | 42 |
| 5. | Auteurs et contributeurs | 44 |

I. Avant-propos

Cette brochure, publiée par le bureau berlinois de *l'American Jewish Committee*, a l'immense mérite de faire connaître au public francophone un aspect méconnu de l'antisémitisme qui sert de doctrine politique à l'État iranien depuis l'institution de la République islamique : la Journée Al Qods. Elle mobilise dans plusieurs capitales européennes les forces islamistes contre le droit à l'existence même de l'État d'Israël. Cette publication resitue le sens de la Journée Al Qods dans un cadre plus large : dans une politique qui consiste à diaboliser les Juifs et Israël pour gagner la confiance des masses arabo-musulmanes. L'Iran islamique cherche ainsi à acquérir le statut de fer de lance de la « résistance » au « sionisme » et aux puissances occidentales. Cette politique est systématique, organisée et assumée par les factions du régime iranien.

Jusqu'à présent, la Journée Al Qods n'a jamais été organisée en France. Pourtant, cela ne signifie pas que cet événement n'ait aucune pertinence dans le contexte français. En effet, pendant l'été 2006, à Paris, des manifestations ont été organisées en soutien au Hezbollah, bras armé du régime iranien au Liban. Plusieurs associations culturelles chiites existent désormais en France et se réfèrent explicitement aux autorités religieuses du régime iranien ou à leurs alliés libanais. Tandis que l'une d'entre elles dépose plainte contre l'État israélien pour « crimes de guerre », une autre organise pour ses fidèles, en 2007, une visite dans les lieux saints du chiisme en Iran. Mais plus important encore, l'Iran islamique, tout comme le Hezbollah d'ailleurs, a acquis auprès d'une partie de l'opinion et singulièrement des militants d'extrême-gauche, une aura importante. Le régime de Téhéran est, pour ces personnes pourtant laïques, la nouvelle incarnation de l'anti-impérialisme tiers-mondiste, l'icône moderne de la libération des peuples.

Cette brochure, rédigée principalement par des militants et des chercheurs engagés dans le mouvement progressiste, détruit cette illusion et démontre ce qu'est le régime iranien : un obscurantisme clérical dont l'antisémitisme utilise tous les clichés de celui professé, naguère comme de nos jours, par l'extrême-droite occidentale. Son objectif n'est pas seulement de maintenir les Juifs iraniens dans un statut de citoyens de

seconde zone, mais aussi de calomnier les juifs du monde entier et de détruire le pays que des millions de juifs de toutes origines ont choisi pour patrie : Israël.

L'antisionisme de l'État iranien n'est que le reflet rhétorique de cet antisémitisme. Et même si l'on est, comme c'est mon cas, réticent à comparer théoriquement l'antisémitisme du régime de Téhéran avec le nazisme, on doit constater que la conférence négationniste de Téhéran en décembre 2006, ainsi que la publicité faite aux négationnistes de la Shoah dans les médias officiels iraniens, et ce depuis des années, montre de fortes convergences : la théorie du complot, la diabolisation, le préjugé racial et l'objectif d'anéantissement. Ce constat s'impose à tous et surtout à ceux qui sont favorables à un monde multipolaire, respectant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Pour ceux-ci, et je me range dans leurs rangs, la cécité face à la véritable nature – potentiellement génocidaire – du régime iranien, serait un véritable reniement de leurs convictions.

À l'heure où la question de l'acquisition de la technologie nucléaire par l'Iran intervient dans le débat politique français et où les gouvernements européens s'interrogent encore sur la conduite à tenir face à ce pays, il importe que les opinions publiques, les décideurs politiques et médiatiques, les acteurs du monde associatif, comprennent bien qu'il n'est pas possible de transiger avec un régime qui fait de la haine anti-juive le cœur de son idéologie, qui l'exporte et a les moyens de la mettre en œuvre. Il faut donc féliciter les concepteurs et les auteurs de cet excellent travail de recherche, prélude, je l'espère, à d'autres études sur les nouvelles formulations de l'antisémitisme contemporain.

Jean-Yves Camus

Mot d'introduction de *l'American Jewish Committee* – Bureau de Berlin

Jusqu'à mi-septembre 2006, le Musée de la Palestine à Téhéran a proposé une exposition de plus de 200 caricatures sur la Shoah. Plus de 1200 caricaturistes, originaires de 61 pays, avaient répondu à l'offre de l'Iran et envoyé leurs dessins. De la même manière, la conférence sur l'Holocauste, réunissant des négationnistes du monde entier à Téhéran au mois de décembre 2006, se révélait un podium pour les idéologies antisémites et haineuses à l'égard d'Israël. Le concours de caricatures et la conférence qui suivit n'étaient qu'une marque de plus de ce qui n'est plus un secret depuis longtemps : la haine envers les Juifs, et la volonté de destruction d'Israël. Depuis la Révolution islamique de 1979, elles font partie de l'idéologie d'État agressive et anti-occidentale de l'Iran.

Notre volonté est de faire la lumière sur ces piliers de la politique iranienne, pour montrer le danger d'un régime islamique agressif équipé d'armes nucléaires et rejeter l'idée selon laquelle Ahmadinejad ne serait qu'un fou isolé. L'attitude radicale islamiste et antisémite de Mahmoud Ahmadinejad n'est pas une exception. Il est le produit de toute une génération et de son idéologie.

Cette situation rend inquiétantes les revendications hégémoniques grandissantes de l'Iran, qui s'étendent au niveau régional mais aussi mondial. L'Iran jouit en effet d'une large popularité au sein de la communauté mondiale, en particulier auprès de ceux qu'on nomme les états non-alignés. Le Venezuela et la Biélorussie ne sont que deux États parmi les nombreux nouveaux partenaires stratégiques potentiels de l'Iran. Ce n'est pas pour rien que de nombreux états non-alignés ont affirmé leur soutien à l'Iran dans une déclaration lors de leur congrès en septembre 2006.

L'idéologie antisémite du régime est un important canal par lequel il réussit à renforcer son rôle de leader. Parallèlement, il est évident que les aspirations iraniennes ne sont pas acceptées par tous de manière inconditionnelle. L'Égypte, la Jordanie et l'Arabie-Saoudite observent avec inquiétude les revendications hégémoniques de leur voisin chiite. Au sein de la société iranienne, la propagande antisémite et anti-israélienne d'État n'est pas partagée par tous. En 2006, un journal réformateur publiait un article appelant à une meilleure compréhension de l'histoire de l'Holocauste et questionnait le soutien dont l'idéologie nazie a joui et continue de jouir en Iran. Même l'ancien Président iranien, Khatami, fait preuve de plus en plus de modération lors de ses apparitions.

Ces voix isolées ne s'opposent cependant pas à la propagande de haine de l'État, car elle s'intègre à la définition que revendique le régime anti-occidental. La tradition politique de la Journée Al Qods (Jour de Jérusalem) en est une preuve. Instaurée en 1979 par l'Ayatollah Komeiny, la Journée Al Qods est célébrée lors du dernier vendredi du mois du Ramadan par le régime iranien et ses partisans – à Téhéran, Berlin, Londres et d'autres villes du monde. Année après année, les manifestants exigent lors de leurs manifestations ce que le régime iranien et sa direction spirituelle revendiquent depuis toujours : une « éradication de l'État sioniste ». Depuis 1979, cette idée est fortement revendiquée lors des manifestations – cela ne date ni de l'élection d'Ahmadinejad au poste de nouveau Président en 2005; ni de son célèbre « discours anti-Israël » à Téhéran le 26 octobre 2005. L'année passée, on ne pouvait noter aucun signe du recul des manifestations. Au contraire, des manifestations ont eu lieu dans de nouveaux endroits, comme à Gaza par exemple.

Avant l'entrée en fonction d'Ahmadinejad, un certain nombre d'acteurs politiques et de la société civile de Berlin prenaient déjà au sérieux la propagande antisémite du gouvernement iranien. En 2003, ils fondait l'« Alliance berlinoise contre la Journée Internationale Al Qods » (*Berliner Bündnis gegen dem Internationalen Al-Quds-Tag*). Le bureau berlinois de l'American Jewish Committee apporte activement son soutien à cette initiative qui consiste au refus d'accepter l'antisémitisme « made in Iran » dans les rues de Berlin. L'impact

de leurs activités dépasse largement l'Allemagne et sa capitale. Lorsque des membres de l'Alliance apprirent qu'un grand nombre d'institutions reconnues mondialement reconnaissent dans leur calendrier interreligieux la Journée Al Qods, manifestation politique, comme un jour de fête religieux musulman, ils s'adressèrent immédiatement à eux pour leur signifier le caractère propagandiste et antisémite du « jour de fête » de la Journée Al Qods. Avec succès ! De nombreuses organisations contactées, comme l'Université de Harvard et le calendrier en ligne international *interfaithcalender.org*, retirèrent la référence à la Journée Al Qods.

De notre coopération avec l'Alliance est née l'idée de rassembler une documentation sur l'histoire et l'idéologie de la Journée Al Qods, ainsi que sur les activités ayant lieu dans le monde lors de cette Journée. Nous avons demandé à des auteurs de différents pays de témoigner sur la Journée Al Qods dans leurs régions. Nous tenons à remercier particulièrement les auteurs berlinois Arne Behrensen et Udo Wolter pour leur engagement et la rédaction de cette brochure. Nous remercions Elif Kayi pour la traduction en français.

L'image qui se dégage des contributions de cette brochure est inquiétante. Elle montre avec quels moyens le régime iranien internationalise depuis des années et de manière systématique sa propagande anti-juive et anti-israélienne et en abuse pour ses propres objectifs politiques. Il apparaît aussi clairement que la haine anti-juive du gouvernement iranien actuel va à l'encontre de la longue tradition de vie commune entre les Juifs et les Musulmans en Iran. Le fait que cette riche tradition historique soit détruite durablement par des calculs politiques fait partie des plus grandes tragédies de notre temps. Cependant, de nombreux Iraniens s'opposent activement à cette propagande antisémite. Les forces démocratiques en Iran et en exil représentent un grand espoir pour la paix au Proche et Moyen-Orient.

Cette brochure a pour but de présenter l'idéologie d'État iranienne et les instruments de sa propagande, auxquels on ne prête souvent que peu d'attention. Il est indispensable de comprendre la véritable nature du régime iranien et de son idéologie. La publication de cette brochure en français est un

événement important. Au niveau politique, la France joue, en tant que membre permanent au Conseil de Sécurité et que puissance nucléaire, un rôle non négligeable dans les négociations avec le régime iranien. Au niveau économique aussi, la France joue un rôle important en tant que troisième exportateur vers l'Iran. Cette publication se doit donc d'être accessible aux lecteurs français. Nous remercions particulièrement Jean-Yves Camus pour son idée de faire éditer la brochure en français.

Deidre Berger, Directrice
Maren Qualmann, Directrice de programme
Sergey Lagodinsky, Conseiller auprès de la directrice
American Jewish Committee / Lawrence & Lee Ramer Center for
German-Jewish Relations

II. Introduction

En 2003, l'Alliance berlinoise contre la Journée internationale Al Qods (*Berliner Bündnis gegen den internationalen Al-Quds-Tag*) a été créée afin de signifier notre opposition à cette manifestation annuelle antisémite. Dès le départ, cette alliance a été caractérisée par son hétérogénéité, réunissant opposants iraniens en exil, experts de l'islamisme et représentants d'associations de gauche et de citoyens engagés contre l'antisémitisme, le racisme et l'extrême droite. Les origines des participants varient et ils défendent des positions différentes sur le conflit entre Israël et les Palestiniens. En tant que société civile, notre intervention contre la Journée Al Qods a pour but de donner l'exemple en unissant nos différentes perspectives et expériences et en luttant ensemble contre l'antisémitisme et l'islamisme. Nous ne voulons toutefois pas représenter un mouvement centré sur un événement unique : la Journée Al Qods, mais partir au contraire de cette référence pour initier et soutenir au sein de la société civile une discussion critique sur l'islamisme et les actions pouvant contrer son développement, la dictature iranienne et l'antisémitisme. Nous nous définissons ouvertement comme des anti-racistes. Nous rejetons donc toutes les tentatives visant à détourner la critique du phénomène politique que représente l'islamisme vers une diffamation et une discrimination raciste des personnes d'origine immigrée.

Au mois d'octobre 2005, notre campagne contre la Journée Al Qods, à Berlin, a reçu pour la troisième année consécutive un soutien public important et une couverture médiatique à l'échelle nationale allemande. Et ce, en particulier après que le Président iranien Ahmadinejad a appelé à la destruction d'Israël dans le cadre des préparatifs de la Journée Al Qods à Téhéran. Grâce à cette brochure, nous voulons promouvoir explicitement notre campagne à l'étranger (en plus des versions allemande et française, il existe aussi une version anglaise). La brochure propose des articles qui traitent de la dimension mondiale de la Journée Al Qods. Nous espérons bien sûr que notre campagne servira d'exemple à des alliances et campagnes identiques dans d'autres villes telles que Londres, où se déroule tous les ans une manifestation lors de la Journée Al Qods.

Nous voulons en outre soutenir les opposants iraniens dans leur lutte contre les atteintes brutales aux droits

de l'Homme perpétrées par le régime des mollahs. Comme le montrent les articles de cette brochure, certains protestent explicitement contre la propagande antisémite du régime iranien. Nous souhaitons encourager les opposants iraniens à élever leur voix contre la propagande antisémite et pour le droit à l'existence d'Israël.

Nous sommes très heureux d'avoir pu recevoir, pour cette publication, les contributions de journalistes et de chercheurs de pays variés, comme des Iraniens en exil ou de grands spécialistes des relations politiques de la République islamique.

Le chapitre « Une idéologie de la haine » propose, grâce aux articles d'*Udo Wolter*, *Alireza Nourizadeh* et *Reza Bayegan*, un aperçu de l'historique de la Journée Al Qods en Iran et se concentre sur la fonction occupée par la propagande antisémite du régime iranien, ainsi que la manière dont l'opposition iranienne y réagit.

Le chapitre suivant, « Réactions aux déclarations du Président Ahmadinejad », présente différentes réactions en réponse à l'infâme discours d'Ahmadinejad en octobre 2005, où il exigeait la destruction d'Israël. *Jochen Müller* et *Udo Wolter* proposent quelques réactions de gouvernements et médias arabes. Suivent les reproductions de deux textes très critiques de l'intellectuel palestinien *Walid Salem* et du *Cercle de Dialogue Iranien de Berlin* (*Iranischer Dialogkreis Berlin*).

Dans le premier texte du chapitre « Les dimensions internationales de la Journée Al Qods », *Arne Behrensen* présente les activités internationales des forces islamistes pour la Journée Al Qods. Suivent un article de *Mira Dietz* sur le Liban, de *Deniz Yücel* sur la Turquie, de *Claudia Dantschke* et *Udo Wolter* sur Berlin, de *Mark Gardner* sur Londres et de *Yehudit Barsky* sur les États-Unis.

Le dernier chapitre, « La campagne contre la Journée Al Qods à Berlin », traite des différentes activités et succès des trois ans de campagne (2003-2005) de l'Alliance berlinoise contre la Journée internationale Al Qods. Suit une reproduction de la version française de l'appel de 2005 ainsi qu'une liste des principaux signataires.

Nous tenons à remercier le bureau berlinois de l'*American Jewish Committee* pour sa coopération et son soutien lors de nos activités. Nous le remercions en particulier de nous avoir donné la possibilité de publier cette brochure.

Alliance berlinoise contre la Journée Internationale Al Qods

- Arne Behrensen, Alliance contre l'Antisémitisme (*Bündnis gegen Antisemitismus*), Berlin
- Ahmet Dag, Kurdistan AG de l'Université Libre de Berlin
- Claudia Dantschke et Ali Yildirim, AYPÄ-TV
- Aycan Demirel, Initiative de Kreuzberg contre l'Antisémitisme (*KlGA e.V.*)
- Gerlinde Gerber, Forum Jeunesse de la Société Israélo-Allemande (*Jugendforum der Deutsch-Israelische Gesellschaft*), Berlin
- Siamend Hajo, Centre Européen des Etudes Kurdes, Berlin
- Meggie Jahn, Société Israélo-Allemande, (*Deutsch-Israelische Gesellschaft*), Berlin
- Anetta Kahane, Fondation Amadeu Antonio, Berlin
- Hamid Nowzari, Comité directeur de l'Association des Réfugiés Iraniens (*Vorstand des Vereins Iranischer Flüchtlinge in Berlin e.V.*), Berlin
- Thomas Uwer, Association pour l'Aide d'urgence et le Développement solidaire (*Verband für Krisenhilfe und solidarische Entwicklungszusammenarbeit*), Berlin

Contact:
info@gegen-al-quds-tag.de

1. Une idéologie de la haine

L'opposition à Israël crée-t-elle l'unité islamique ?

La Journée Al Qods et le sens des points antisémites dans l'idéologie de Khomeiny et de ses compagnons spirituels

Udo Wolter

Depuis octobre 2005, les tirades anti-Israéliennes et antisémites du Président iranien Ahmadinejad ont souvent été relativisées par la presse occidentale. On les présente comme l'expression de l'exaltation idéologique d'un « dur » fondamentaliste – voire du « fou de Téhéran » – ou encore comme un retour en arrière vers les prémices idéologiques de la République iranienne. L'argument selon lequel Mahmoud Ahmadinejad aurait remporté les élections Présidentielles iraniennes de juin 2005 avant tout grâce à ses promesses populistes de justice et de prospérité envers la population démunie, et avec des paroles appelant au retour aux « valeurs originelles de la Révolution islamique », manque de pertinence. Cela conduit en effet à croire, à tort, que les images anti-Israéliennes et antisémites n'ont joué aucun rôle ou tout à fait relatif lors du mandat de son prédécesseur : le « réformateur » Mohammad Khatami. En fait, Ahmadinejad a exprimé de but en blanc ce que Khatami et d'autres s'étaient, au contraire, efforcés de démontrer à leurs interlocuteurs occidentaux : ce qu'est la doctrine d'État en Iran depuis la Révolution islamique de 1979. Pour cerner celle-ci, il est utile de s'intéresser à la signification de l'image anti-Israélienne dans le développement politico-idéologique de ce qu'on appelle la Révolution iranienne. Ceci conduit inévitablement à la célébration annuelle de la Journée Al Qods, à la fin du mois de jeûne du Ramadan. Ahmadinejad n'a pas choisi par hasard la conférence tenue à cette occasion le 26 octobre 2005, sous le titre « A World Without Zionism » (Un monde sans sionisme), comme point de départ de sa campagne de propagande anti-Israélienne.

Khomeiny avait en grande partie exprimé son idéologie lors de son exil en Irak, à Nadjaf (1965-1978). Déjà à cette époque, on trouve dans son ouvrage-clé *Hokumat-e eslami* (« L'État islamique ») tous les éléments présents encore aujourd'hui dans la propagande de la République islamique d'Iran. Au centre de la pensée unitaire pan-islamique formulée à cette époque par Khomeiny, on retrouve l'ennemi « Occident », accusé d'être à la tête d'un complot anti-islamique fomenté par les « puissances de l'arrogance », avec à sa tête le « grand Satan » – les États-Unis, et Israël, l'État présenté comme le plus impliqué dans ce complot.¹

L'identité islamique commune, regroupant tous les clivages religieux et les divisions entre les États, s'est construite tout d'abord contre l'État d'Israël, prétendu responsable de tous les malheurs et comme la représentation des ennemis de l'Islam. Après la consolidation de la dictature islamique, et ce bien qu'une attitude pragmatique, conservant la rhétorique révolutionnaire, s'imposait, cette image d'Israël a continué à être de mise. Cette situation fut clairement illustrée par Khomeiny, lorsqu'il insista en 1984 sur « la fraternité avec tous les groupes islamiques du monde et l'alliance mondiale entre tous les États islamiques unis contre le sionisme, Israël et les puissances coloniales ». Son plus proche allié, l'Ayatollah Montazeri, définit l'« Unité du Mot » (*vahdat-e kalame*) de la manière suivante : « Chaque Musulman » est « libre [...], d'après sa propre doctrine de croyance [...] d'agir. [...] Mais contre les ennemis de l'Islam, les sionistes, l'Amérique, l'Union Soviétique et l'Occident, il faut qu'ils soient unis. »²

Après la victoire de ce qu'on appelle la Révolution islamique, Khomeiny, revenu en Iran de son exil en France, proclama, le 7 août 1979, l'instauration de la Journée Al Qods, nommée d'après le nom arabe ou perse de Jérusalem :

« J'exige de tous les Musulmans du monde entier et de tous les gouvernements Musulmans de couper les mains des usurpateurs et de leurs alliés. Et j'invite tous les Musulmans du monde entier à faire du dernier vendredi du mois sacré du Ramadan la Journée Al Qods, et à témoigner leur solidarité

¹ Voir : Wilfried Buchata, *Die iranische Schia und die islamische Einheit 1979-1996*, Hamburg 1997, p. 52 / Citation p. 55.

² Voir : Wilfried Buchata, *Die iranische Schia und die islamische Einheit 1979-1996*, Hamburg 1997, p. 69.

musulmane au soutien des droits légitimes du peuple Musulman palestinien. Je prie Dieu le tout-puissant d'apporter la victoire des Musulmans sur les infidèles. Ruhollah Mussawi Khomeiny. »³

Dans les discours qui suivent, Khomeiny insista sur l'importance de diffuser la Journée Al Qods au niveau mondial, la présentant comme un jour de lutte politique contre Israël et les « puissances occidentales de l'arrogance ». La diffusion internationale des manifestations pour la Journée Al Qods fit tout d'abord partie de la stratégie d'exportation de la révolution décidée par Khomeiny au cours des premières années de la République islamique. Depuis, en Iran, cette Journée est célébrée par des foules qui parodent et rappelle fortement les grandes marches imposées dans les dictatures du « real socialisme » de l'ancien bloc de l'Est. Lors des grandes manifestations mises en scène par l'État à Téhéran et dans d'autres villes iraniennes, des drapeaux israéliens et américains sont brûlés et des pancartes arborent des slogans tels que : « Mort à Israël », « Mort aux États-Unis », « Israël doit être rayé de la carte » et « Jérusalem nous appartient » et sont également diffusés par des haut-parleurs.

L'antisémitisme dans la propagande iranienne jusqu'à aujourd'hui

Après la mort de Khomeiny en 1989, sous l'Ayatollah Khamenei, son successeur au poste de chef spirituel, et sous Rafsandjani au poste de Président de l'État, des distances ont été prises, officiellement du moins, avec la stratégie d'exportation de la révolution. Les politiques intérieure et extérieure de l'Iran ont pris un tour plus pragmatique. Les appels pan-islamiques pour l'unité des sunnites et des chiites sont désormais limités à des occasions spéciales comme la Journée Al Qods. La rhétorique de destruction d'Israël n'a cependant en aucun cas perdu de son acuité. Ainsi, lors de la manifestation à Téhéran pour la Journée Al Qods de 1999, Khamenei expliquait dans son discours : « Le présent d'Israël [est] une menace violente pour les peuples et les états de la région. [...] Et il n'existe qu'une solution pour résoudre le problème au Moyen-Orient, à savoir la destruction et l'anéantissement de l'État sioniste. »⁴

Des images explicitement antisémites sont toujours utilisées régulièrement et Israël est désigné par des métaphores comme « chancre » ou « plaie ulcérée » dans le « corps islamique ».

La « pathologisation » des Juifs comme « corps étranger malade » dans la société, propagée par l'antisémitisme moderne européen, a ici été transférée sur le conflit proche-oriental. Ainsi, l'acharnement de la propagande iranienne à répéter la différence entre Juifs et sionistes –les Juifs étant respectés comme les membres d'une des trois religions du Livre– paraît absurde. L'utilisation de ce type de métaphores souligne précisément une fois encore la fonction unitaire des éléments antisionistes/antisémites dans la doctrine iranienne. Au niveau idéologique, ces éléments participent à l'unification des tendances à l'intérieur de l'Islam et aident à surmonter non seulement les contradictions plutôt nationalistes qui opposent l'Iran au monde arabe, mais aussi celles l'opposant au monde non-islamique. La présentation du rôle de victime face à l'ennemi mortel « judéo-impérialiste » permet de faire appel aux pays non-islamiques, lorsqu'il s'agit de gagner des alliés potentiels « anti-impérialistes » : « Le problème le plus douloureux et le plus important, auquel les nations opprimées du monde sont confrontées, musulmanes comme non-musulmanes, est le problème de l'Amérique. [L'Amérique] exploite les pays opprimés grâce à de grandes campagnes de propagande, coordonnées par le sionisme international. Avec l'aide de ses agents cachés et traîtres, il pompe le sang des peuples sans défense. »⁵

Lors de son discours de la Journée Al Qods de 2000, Khamenei parle donc d'Israël comme d'un « chancre pourri et dangereux ». En 2002, il accuse les forces arabes qui se montraient prêtes à négocier avec l'Occident et Israël, de vouloir « soutenir à tout prix le chancre [Israël] ». Il loue les attentats-suicide comme des « actes de martyr » et le « couronnement de la résistance ». ⁶

Ce type de propos n'est en aucun cas à mettre uniquement sur le compte des « durs » du régime iranien comme le Président actuel. Les manifestations pour la Journée Al Qods sont soutenues de manière inconditionnelle par les radicaux et par ce qu'on appelle l'aile réformatrice du régime islamiste. Ainsi, l'ancien Président de l'État, l'Ayatollah Rafsandjani, qui est encore très influent, et qui fut pendant tout son mandat considéré comme un modéré, expliquait pendant son discours de la Journée Al Qods de 2003 : « Israël n'a pas d'avenir. Ceux qui parient sur une tumeur, ont tort. »⁸ C'était aussi ce politicien prétendument « pragmatique », qui s'exprimait ainsi en 2002 :

³ Extrait d'après le journal iranien Ettelaat (8 août 1979), Traduction d'après Wahied Wahdat-Hagh, Zur Geschichte des Al-Quds-Tages, MEMRI Special Dispatch, 2 novembre 2004.

⁴ Cité d'après www.islam-pure.de/imam_d/imam0003.htm (lu le 21 octobre 2004 ; le discours donné avec comme source l'agence de presse iranienne IRNA a entre-temps été effacé du site Internet www.islam-pure.de).

⁵ « The most important and painful problem confronted the subjugated nations of the world, both Muslims and non-Muslims, is the problem of America. [...] America exploits the oppressed people of the world by means of the large-scale propaganda-campaigns that are coordinated for it by the international Zionism. By means of its hidden and treacherous agents, it sucks the blood of the defenceless people. », Khomeini, Islam and Revolution, p. 304, cité dans : Klaus Holz, Die Gegenwart des Antisemitismus, Hamburg 2005, p. 104 (Traduction en français par Elif Kayi).

⁶ www.islam-pure.de/imam/imam_d/ansprachen/ansprachen2000.htm (lu le 10 juin 2006).

⁷ Cité d'après www.islam-pure.de/imam/imam_d/ansprachen/ansprachen2002a.htm (lu le 10 juin 2006)

⁸ Ces propos sont surtout supportés par les partisans islamistes des manifestations de la Journée Al Qods, comme le montre par exemple un rapport sur les activités pour cette Journée en 2003, sur le site Internet de langue anglaise www.islam-online.net, qui compte parmi les plus lus au niveau international. On peut y trouver la citation de Rafsandjani, mentionnée dans le texte : www.islam-online.net/English/News/2003-11/21/article07.shtml (lu la dernière fois le 10 juin 2006).

« L'utilisation d'une bombe atomique sur le sol israélien ne laisserait aucune trace du pays, tandis que le monde islamique ne serait qu'à peine touché. »⁹

Considéré pendant des années par les gouvernements européens comme un politicien modéré et un « interlocuteur critique », le Président iranien Mohammad Khatami, s'est pourtant laissé photographier avec un enfant dans les bras qui agitait un petit drapeau sur lequel on pouvait lire « Mort à Israël ». ¹⁰ lors des manifestations de la Journée Al Qods de 2003 à Téhéran. D'après les dépêches de l'agence de presse iranienne IRNA, il s'efforça dans son discours d'adopter un ton modéré. ¹¹ Dans un entretien accordé à la télévision suisse, il souligna au contraire expressément que l'existence d'Israël n'était pas légitime. ¹² Déjà, dans son prêche lors de la Journée Al Qods de 1998, il avait décrit Israël comme « une vieille plaie, incurable dans le corps de l'Islam », « une plaie qui possède vraiment un sang démoniaque, puant et contagieux ». ¹³

En résumé, au sein de toutes les fractions du système étatique de la République islamique d'Iran, le discours qui prévaut sur Israël est basé sur des images et des stéréotypes antisémites. Dans les discours pour la Journée Al Qods, ces images sont régulièrement utilisées sous des formes quasi-identiques. Quelle que soit leur vision politique, les représentants du régime, depuis les « réformateurs » jusqu' aux « doctrinaires », s'accordent sur un point : l'hostilité envers Israël.

⁹ Cité d'après MEMRI Special Dispatch du 3 janvier 2002, Former Iranian President Rafsandjani on Using a Nuclear Bomb Against Israel, www.memri.org/bin/articles.cgi?Area=iran&ID=SP32502.

¹⁰ Source : www.intelligence.org.il/eng/bu/iran/jerusalem.htm.

¹¹ MEMRI Special Dispatch du 20 novembre 2003, Iranische Presse über die weltweiten Aktionen zum Al-Quds-Tag, http://www.memri.de/uebersezungen_analyse/2003_04_OND/iran_alquds_20_11_03.pdf.

¹² Weblog du journaliste Richard Herzinger sur blogg.zeit.de/herzinger/eintrag.php?id=96, Commentaire du 6 août 2004, „Gemässiger“ Antisemit“.

¹³ Cité d'après Wahied Wahdatbagh/Jürgen Elsässer: Fundis aller Länder, vereinigt Euch!, in: Jungle World, 29 mai 1998, www.nadir.org/nadir/periodika/jungle_world/_98/05/29a.htm.

La Journée Al Qods et l'ascension du « Reich » islamiste

Alireza Nourizadeh

Au petit matin d'une froide journée de février 1980, un an après la victoire de la révolution islamique en Iran, les passants de l'Allée Takhte-Jamshid, une rue aisée du nord de Téhéran (aujourd'hui rebaptisée du nom de l'Ayatollah révolutionnaire Taleghani, où étaient autrefois situés l'ambassade des États-Unis et de nombreuses boutiques, grands hôtels et bars de la capitale) furent les témoins d'un inhabituel convoi de limousines Mercedes noires, transportant un groupe de jeunes hommes dont les visages étaient couverts par des foulards (keffieh) palestiniens.

Les passagers étrangement voilés des voitures de diplomates entrèrent dans le traditionnel hôtel Sina. Un an auparavant, celui-ci était encore le lieu de rencontre privilégié des écrivains et poètes iraniens, qui y buvaient jusqu'aux premières lueurs du jour. Mais il s'agissait là d'une clientèle bien inhabituelle pour cet hôtel inauguré dix ans plus tôt. La première personne à en pousser la porte fut Khalil Alwazir, alias Abu Jihad, commandant en chef adjoint de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), assassiné quelques années plus tard par un commando israélien à son domicile en Tunisie.

Cette délégation palestinienne ne représentait pourtant qu'une infime partie des « invités » du ministère des Affaires étrangères iranien réunis dans l'hôtel pour participer à la conférence annuelle des Mouvements de la Libération Révolutionnaires Internationaux. Celle-ci donnera lieu ensuite aux conférences annuelles, à Téhéran, en soutien aux Palestiniens et à l'Intifada.¹⁴

En 1980, la conférence fut ouverte par un discours de Mehdi Hachemi, le frère du gendre de l'Ayatollah Ali Montazeri, qui déclama un message enflammé de l'Ayatollah Khomeiny, qui s'en suivit d'un appel à la révolte et à la désobéissance du monde islamique au niveau mondial.

En 1980, la facture pour l'organisation de cette conférence s'élevait à environ un million de dollars, et avait été réglée par le ministère des Affaires étrangères iranien.

Celle-ci comportait des billets de voyage en première classe, l'hébergement de chaque « délégué », ainsi que de généreux cadeaux, comme des tapis de soie persans afin de donner un avant-goût de l'hospitalité iranienne.

Grâce à cette conférence, Khomeiny voulait assurer tous les mouvements islamiques du monde, depuis l'OLP et les militants égyptiens jusqu'aux Moros philippins et Fatanis thaïlandais, qu'avec lui au pouvoir, ils pouvaient compter sur un protecteur puissant qui soutiendrait leurs efforts pour s'emparer du pouvoir dans leurs pays respectifs.

Quand Abu Jihad, qui était payé par la maison royale saoudienne, rencontra un représentant de l'organisation de libération Jazirat Al Arab d'Arabie Saoudite, il contesta farouchement la présence de la délégation saoudienne et exigea son départ de la conférence ; faute de quoi il quitterait lui-même immédiatement la conférence.

Comme la plupart des délégués révolutionnaires gagnent leur crédibilité de leur soutien à la cause palestinienne, ils supplièrent Abu Jihad de rester et renvoyèrent les représentants saoudiens sans autre forme de procès.

Au cours de la conférence, le régime de Khomeiny s'engagea auprès de toutes les organisations représentées et qui avaient exprimé leur loyauté envers le régime de Téhéran, à fournir un soutien financier et militaire inconditionnel.

Les Palestiniens espéraient tout particulièrement un soutien illimité de Téhéran. Quelques jours avant la victoire de la révolution iranienne, le chef de l'OLP, en hommage à l'aide antérieure fournie par l'OLP pour faire chuter la monarchie iranienne, était apparu main dans la main avec les dirigeants de la révolution iranienne.

En échange de son énorme soutien financier et militaire, Khomeiny et les dirigeants arabes n'attendaient qu'une seule et unique chose des Palestiniens : une parfaite soumission. Au début des années 80, lorsque Yasser Arafat tenta de devenir l'intermédiaire entre l'Iran et l'Irak, en expliquant que leur conflit portait un grave préjudice aux Palestiniens, il fut publiquement contredit par Khomeiny, qui lui signala que lorsque son armée aurait vaincu Saddam Hussein et libéré Jérusalem, il lui serait interdit de poser le pied sur le sol palestinien.¹⁵

Arafat répondit à cette menace en faisant passer à Khomeiny, par l'intermédiaire de Hachemi Rafsandjani, le

¹⁴ Pour plus d'informations sur ces conférences, voir infra, l'article d'Udo Wolter.

¹⁵ Ndlr : Khomeiny affirmait que la guerre du Golfe entre l'Iran et l'Irak n'était que le premier pas vers la libération de Jérusalem. Après la victoire sur Saddam Hussein, l'« armée sainte de Jérusalem [Al Qods] » continuerait d'avancer pour libérer la Palestine. Quand Khomeiny accepta en 1989 la résolution 598 des Nations Unies, et conclut un cessez-le-feu avec l'Irak, ce fut une défaite morale pour Khomeiny lui-même tout comme pour ses alliés, comme le Hezbollah libanais, qui avait eu foi en ses déclarations.

message suivant : si l'Ayatollah parvenait à voir un seul poil dans la paume de sa main, alors il pourrait aussi voir le jour où il occuperait l'Irak et libérerait la Palestine.

Dès lors, Arafat prit ses distances avec Khomeiny et ses adeptes et s'afficha résolument du côté de Saddam Hussein. Cet incident prit de telles proportions que les éléments pro-Khomeiny du camp palestinien tentèrent plusieurs fois de le tuer. Arafat accusa l'ancien ambassadeur d'Iran en Syrie, Ali Akbar Mohtashamipour, d'être responsable de certains des attentats commis contre sa personne. Mohtashamipour fut aussi qualifié de « sage-femme du Hezbollah » en raison de son rôle dans la création du Hezbollah pro-iranien au Liban et de son soutien à ce mouvement. On l'accuse également d'avoir joué un rôle dans la création du Djihad Islamique et dans le financement du Hamas en Palestine. Aujourd'hui, il se considère comme appartenant à l'aile des « réformateurs ». Il organise et dirige cependant toujours les conférences à Téhéran pour le soutien à la lutte palestinienne auxquelles de hauts représentants de ces différents groupes participent régulièrement.

Il n'est pas étonnant que le Hezbollah, lorsqu'il était en concurrence politique et militaire avec le mouvement Amal à la fin des années 80, ait aussi infligé de sévères pertes aux combattants palestiniens et à la direction de l'OLP. Et ceci pour prouver sa loyauté envers Khomeiny, qui rêva jusqu'à sa mort de jeter les Juifs d'Israël à la mer.

En adéquation avec la folie de ses objectifs, Khomeiny avait, juste après avoir pris le pouvoir, proclamé le dernier jour du mois sacré du ramadan la Journée Al Qods (Journée de Jérusalem) et ordonné à ses partisans de promouvoir à cette occasion l'idée de la destruction d'Israël.

Tandis que le régime de Téhéran considère toujours les Juifs comme les adeptes d'une des trois religions du Livre, qui comme les Chrétiens ou les Zoroastriens doivent être respectés en tant que minorité religieuse, un grand nombre de Juifs iraniens, comme le célèbre marchand Habib Elghanian qui aimait sa mère patrie, furent exécutés en raison de leur foi et leurs biens furent confisqués.

Khomeiny était explicitement anti-juif, et aujourd'hui, Mahmoud Ahmadinejad suit incontestablement la même idéologie que son mentor. Ahmadinejad est un représentant du groupe des Gardes Révolutionnaires, les Basiji, et des services secrets. Ce sont ces mêmes personnes qui l'ont conduit au pouvoir. Elles pensent qu'Israël est la source de tous leurs maux et qu'il pousse les États-Unis à attaquer l'Iran. Ils voient les Juifs

comme un peuple qui n'a pour unique but que de répandre le sang d'autres nations et qui, quand ils en ont la possibilité, cuisent des potages à base de sang d'enfants musulmans.

Tandis que la Journée Al Qods a perdu son éclat auprès de la population iranienne, le régime de Téhéran continue de dépenser environ 20 millions de dollars par an pour la célébrer dans le monde entier, et encore bien plus pour encadrer les milliers de personnes qui participent aux manifestations de Téhéran. Pour mobiliser les masses, on contacte des imams issus des quartiers pauvres et des villages alentours et on crée des comités d'organisation quelques temps avec le jour j. Selon le nombre de participants annoncés, des bus sont affrétés dans ces quartiers après la prière du vendredi pour conduire les gens, à la manifestation, au centre de Téhéran. Les participants des quartiers pauvres reçoivent à manger et des bons pour des produits alimentaires. Seulement environ dix pour cent des participants se rend à la manifestation pour des raisons politiques ou religieuses, le reste suit les appels à la Journée Al Qods avant tout pour des raisons matérielles.

Beaucoup pensent que des personnes comme Rafsandjani ou Khatami ne sont pas antisémites car, lors de leurs déplacements dans des capitales étrangères, Maurice Motamed est présent dans leur délégation, seul membre juif du Majlis (Parlement iranien).

Les mollahs ultra-conservateurs et les chefs radicaux des Gardes Révolutionnaires, les milices Basiji et les services de sécurité estiment cependant – tout comme les Nazis – que les Juifs sont « sales et indésirables », et qu'ils doivent être exterminés pour instaurer un « monde propre pour l'Humanité ».

La Journée Al Qods de Téhéran en 2005 rappelle énormément son déroulement sous le règne de Khomeiny.

Des images d'Ariel Sharon et autres Israéliens ont été brûlées dans des capitales européennes et aux États-Unis. Les Juifs iraniens qui ont émigré en Israël et espèrent retourner dans leur chère mère patrie, ont particulièrement peur de cette nouvelle vague de haine religieuse à leur rencontre.

Le régime iranien peut tolérer d'autres minorités uniquement dans la mesure où celles-ci se soumettent servilement à sa doctrine idéologique. Les Juifs ont raison de craindre une ascension d'un Reich islamique en Iran.

Avril 2006 : Téhéran : encore une conférence contre Israël

Udo Wolter

Le régime iranien organise régulièrement des conférences internationales contre « l'ennemi sioniste ». Au cours de ces dernières années, on peut notamment citer la « Conférence mondiale pour le soutien de l'Intifada et la Révolution islamique en Palestine » (24 avril 2001), la « Conférence mondiale pour le soutien à l'Intifada palestinienne » (1-2 juin 2002) ou encore « Intifada – Un pas vers la liberté » (19-21 août 2003). Parmi les participants se trouvaient de hauts représentants du Djihad Islamique, du Hamas et du Hezbollah, ainsi que des délégations venant surtout de pays islamiques et une série d'activistes d'origines diverses. L'une des caractéristiques communes de toutes ces conférences était le rejet des négociations de paix israélo-palestiniennes. De plus, les « opérations martyre », c'est-à-dire les attentats suicide, furent louées comme un moyen légitime de résistance. Des appels plus ou moins directs à la destruction d'Israël ont été prononcés à plusieurs reprises lors de ces conférences par de hauts fonctionnaires de la République islamique, de telle sorte que l'infâme discours prononcé par Ahmadinejad lors de la conférence « Un monde sans sionisme », fin octobre 2005, peut difficilement être qualifié de « maladresse ».

En temps normal, ces conférences sont planifiées et organisées de l'initiative directe (en langage clair : sur l'ordre) du dignitaire le plus important du régime, l'Ayatollah Ali Khamenei. La réalisation pratique incombe le plus souvent au secrétaire du cycle de conférences pour le soutien à l'Intifada palestinienne, le Hojatoleslam Ali Akbar Mohtashamipour.¹⁶

Du 14 au 16 avril 2006, s'est déroulée à Téhéran la « Conférence Internationale pour Al Qods (Jérusalem) et le soutien des droits du peuple palestinien ». Dans son discours d'ouverture, le secrétaire de la conférence, Mohtashamipour, a rappelé aux participants, réunis dans le mausolée des fondateurs de la République islamique, que feu l'Ayatollah Khomeiny avait proclamé le dernier vendredi du mois de Ramadam Journée Internationale Al Qods. Selon l'agence de presse iranienne IRNA, 600 représentants officiels étrangers, parmi lesquels 20 porte-paroles de parlements de pays islamiques, mais aussi non-islamiques, comme le Zimbabwe, Cuba, le Sri Lanka et le Venezuela, ont participé à la conférence.

Des représentants palestiniens de presque tous les camps politiques s'étaient déplacés, depuis l'ambassadeur palestinien à Téhéran, des envoyés du Fatah jusqu'aux figures dirigeantes du FPLP- CG (Front Populaire de Libération pour la Palestine - commandement général), de l'organisation palestinienne du Djihad Islamique, et bien sûr, le chef politique du Hamas, Khaled Mechaal.

S'adressant aux représentants de ces groupes terroristes palestiniens, Khamenei a loué les attentats suicide : « Le sang noble de vos martyres a renforcé votre détermination et votre fermeté. [...] Les groupes du djihad s'illustrent en Palestine et la culture du djihad et du martyre a été ravivée [...] comme une ressource décisive et infinie. »

Le Président Mahmoud Ahmadinejad répéta que le « régime sioniste » était « un arbre périmé et fragile qui tomberait dans une tempête ». Il utilisa à nouveau ses anciennes prises de position sur la Shoah en expliquant : « On peut douter de l'Holocauste. Mais on ne peut en aucun cas mettre en doute l'Holocauste perpétré au cours des années passées en Palestine. » Il présenta le nouveau gouvernement palestinien sous la direction du Hamas comme l'unique autorité légitime à avoir été formée au cours des dernières années en Palestine.

Lors d'une rencontre avec le dirigeant du Djihad islamique, Abdullah Shalah, le Président du Parlement iranien, Gholam-Ali Haddad-Adel, exprima aussi sa satisfaction quant à la victoire du Hamas lors des élections. Shalah insista sur le fait que le Djihad Islamique allait continuer à attaquer Israël, pendant que Khaled Mechaal assurait que le Hamas ne reconnaîtrait jamais Israël.

Un des objectifs principaux de la conférence était aussi de réunir de l'argent pour le nouveau gouvernement palestinien dirigé par le Hamas, après que les États-Unis et l'Union Européenne ont bloqué leurs aides à l'Autorité palestinienne. Le Ministre des Affaires étrangères, Manoucher Mottaki, expliquait lors de la fête de clôture de la conférence, que l'Iran allait mettre à disposition de la Palestine 50 millions de dollars. La résolution finale mentionne : « La conférence considère le régime sioniste actuel sur le territoire palestinien comme illégitime et étranger aux structures régionales arabes et islamiques. Il ne possède, au niveau juridique et en ce qui concerne sa légitimité, aucun droit d'exister. »

Un jour après la fin de la conférence, un kamikaze tua neuf personnes à Tel-Aviv, lors de l'attentat le plus grave commis en Israël depuis un an et demi. L'attentat fut revendiqué par le Djihad Islamique.

¹⁶ Voir aussi dans cette brochure l'article de Alireza Nourizadeh.

Comment on épelle « sionisme » à Téhéran

Reya Bayegan

Alors que je me promenai à la fin des années 90 dans un quartier pauvre du sud de Téhéran, je suis tombé sur un slogan, écrit en langue perse sur un mur en ruines: « Marg bar Zionism » ou « Mort au sionisme ! ». Ce type de devise est naturellement loin d'être rare dans la capitale de la République islamique. Ce qui attira cependant mon attention fut le fait que le mot « sionisme » était dans ce cas écrit avec une faute. Ceci illustre de manière ironique comment les opinions anti-israéliennes en Iran vont de pair avec le manque d'éducation et le sous-développement.

L'hostilité du guide de la Révolution, l'Ayatollah Khomeiny, à l'encontre d'Israël était une composante importante de sa haine à l'égard ce que symbolisait la dynastie Pahlavi, à savoir la modernisation et le progrès. Ce ne sont pas tant les déficits démocratiques du système politique sous Mohammad Reza Pahlavi qui attirèrent les foudres de Khomeiny : ce dernier s'attaqua plutôt aux mesures d'égalité entre les sexes, à la réforme agraire et aux relations étroites avec Israël, un pays qu'il qualifiait en général de « chancre ». En faisant du dernier vendredi du mois de Ramadan la « Journée Al Qods », il voulait affaiblir le caractère spécifique du nationalisme iranien et rassembler les Iraniens, qui n'avaient jamais eu de destinée commune avec les Arabes, sous la grande bannière de la nation islamique, l'« Oumma ». Leur fierté à l'égard de leur culture et de leur langue avait conduit les Iraniens, au cours des 1 400 dernières années, à s'opposer énergiquement à une assimilation avec la grande communauté arabo-islamique.

Comme ils se trouvent tous deux dans une région du monde extrêmement agitée et qu'ils sont menacés par les attaques de cultures hostiles, Israël et l'Iran ont en réalité des intérêts communs dans de nombreux domaines. Pour des raisons historiques, géographiques et politiques, Israël représente l'allié le plus naturel de l'Iran dans tout le Proche et Moyen-Orient. En Iran vit la communauté juive la plus ancienne en dehors d'Israël. Même après la grande vague d'émigration à la suite de la Révolution islamique, c'est en Iran qu'on trouve encore la population juive la plus importante de tous les pays islamiques. Les Juifs iraniens émigrés en Israël connaissent la réussite et ont des postes importants au sein du gouvernement. Le Président Moshé Katzav est originaire de la ville iranienne de Yazd et le

Ministre de la Défense, Shaul Mofaz, est né à Téhéran. Le fait que les Juifs sont encore profondément enracinés dans la société en Iran, a été prouvé récemment par Haroun Yashayaei, le Président du Conseil des Juifs iraniens, qui, bien que soumis à une pression politique extrême, n'a pas hésité à blâmer le Président Mahmoud Ahmadinejad pour avoir affirmé que l'Holocauste était une légende. Le Président, a-t-il dit, est ignorant et se laisse guider par des préjugés politiques.¹⁷

Malgré tous ces liens et ces affinités entre leurs nations, le gouvernement israélien et l'opposition iranienne n'ont, jusqu'à présent, jamais réussi à organiser une alliance. Une raison à ce manquement est incontestablement l'hostilité permanente, au sein de certains cercles arriérés de l'opposition iranienne, à l'égard d'Israël.

De nombreux membres des Mujahideen-e-Khalq (MEK)¹⁸, une organisation qui a lutté violemment contre le Shah pendant les années précédant la révolution et mène aujourd'hui une lutte acharnée contre les chefs de la Révolution islamique, ont été formés en Libye et au Liban et étaient des frères d'armes de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) et autres groupes terroristes anti-israéliens. Bien que, ponctuellement, ils changent leurs stratégies de manière radicale et qu'ils parviennent à engager des alliances, leur idéologie demeure un mélange de marxisme et d'islamisme fanatique; autrement dit, des ennemis d'Israël et des valeurs démocratiques de la civilisation occidentale moderne. Leurs camarades des camps de formation de l'OLP et du FPLP (Front Populaire de Libération de la Palestine) étaient les guérilléros marxistes des Fedayin du Peuple iraniens.¹⁹ Aujourd'hui encore, ceux-ci s'enorgueillissent d'avoir lutté aux côtés de leurs frères palestiniens contre l'« ennemi sioniste ».

Au cours de la décennie précédente, une opposition aux « durs » du régime s'est développée au sein de la classe dirigeante en Iran sous les traits d'un mouvement réformateur. Le chef spirituel de ce mouvement est l'ancien Président de l'État, Mohammad Khatami. Cette force politique, au départ très prometteuse, s'est révélée toutefois être un feu de paille. Lors des élections présidentielles pseudo-démocratiques de juin 2005, les Iraniens n'ont pas voté pour Ahmadinejad parce qu'ils le connaissaient ou lui faisaient confiance, mais parce qu'ils étaient écoeurés par les mensonges et l'incompétence de Khatami et de son entourage politique. En ce qui concerne la position à l'égard d'Israël, les réformateurs se distinguent peu des « durs » du régime.

Dans un entretien publié le 23 février 2006 dans le journal d'opposition *Kayhan London*, l'Ayatollah Hussein-Ali Montazeri, éminent dissident du clergé iranien et favori des réformateurs, critiquait la République islamique et Mahmoud Ahmadinejad en raison de leur politique des droits de l'homme

¹⁷ BBC News, 11 février 2006, Iran Jews express Holocaust shock, news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/4705246.stm.

¹⁸ www.mojahedin.org/ - La MEK, aussi connu sous le nom de Moudjahidines du Peuple, est inscrite à juste titre sur la liste des organisations terroristes aux États-Unis et en Europe.

¹⁹ www.fadai.org/, et www.geocities.com/~fedaiian/.

et de la répression à l'égard de la liberté d'opinion. Parallèlement, il expliquait cependant qu'il était d'accord avec les propos d'Ahmadinejad sur la Shoah. « J'ai déjà dit la même chose il y a plusieurs années. Même si les Juifs partent du principe que les Nazis ont tué les Juifs, pourquoi les Palestiniens devraient-ils en payer le prix ? L'État d'Israël a été établi par la violence, et est illégitime. ». Akbar Hachemi Rafsandjani, l'ancien Président prétendument modéré, s'est exprimé dans les mêmes termes. Il est évident que l'avenir de l'Iran ne repose pas dans les mains de ce mouvement qu'on dit réformateur. Ces réformes manquent de crédibilité pour proposer un modèle convaincant de société moderne pluraliste et pour gagner l'opinion publique à une transformation démocratique.

À la différence de ceux-ci, de nombreux membres éclairés de l'opposition, dont l'attitude répond aux objectifs des Iraniens modernes et tournés vers le futur, rejettent fermement l'attitude antisémite du régime clérical. Ils veulent faire de l'Iran un pays répondant aux exigences du 21^{ème} siècle et sont pleinement conscients des possibilités qu'offre une future coopération avec Israël en tant qu'État moderne et démocratique dans cette région.

Au cours de la préparation de cet article, j'ai questionné Dariush Homayun, un journaliste et politicien chevronné, sur les déclarations folles d'Ahmadinejad proposant l'éradication d'Israël. Homayun est un personnage-clé du Parti Constitutionnel d'Iran,²⁰ un des partis iraniens en exil les plus influents. Il m'a répondu de la manière suivante :

« Encore un démagogue fou, qui promeut une « solution finale » et est en grande partie couronné de succès. Le monde ne devrait pas minimiser les propos du Président de la République islamique comme étant de la simple propagande pour les masses arabes réceptives. Son régime et lui-même éradiqueraient vraiment Israël s'ils le pouvaient. Cela devrait aussi renforcer la détermination du monde à empêcher l'acquisition d'armes atomiques par le régime islamique. Avec sa négation de la Shoah, Ahmadinejad prépare le terrain pour ses futurs desseins. Les Iraniens sont les plus vieux amis d'Israël, et ils sont indignés par ces propos criminels. »

Dans un essai ayant pour titre « Revealing errors »²¹, le chercheur iranien et directeur de l'Institut des Études Iraniennes de l'Université de Stanford, Abbas Milani, fournit de nombreuses preuves du manque de volonté des Iraniens au cours de l'histoire pour protéger les Juifs et en particulier les aider à fuir la persécution nazie. A la fin de son article, Milani condamne les propos antisémites d'Ahmadinejad et indique que les Iraniens, sont pris en

otage par une dictature cruelle, ne doivent pas être tenus pour responsables des mots et faits de leurs preneurs d'otage.

Dans un article publié le 23 février 2006 dans *Kayhan London*, Abdolkarim Lahidji, avocat des droits de l'Homme et directeur de la Ligue Iranienne des Droits de l'Homme²² à Paris, définit l'antisémitisme du régime de Téhéran comme la composante d'une campagne de haine contre tout ce qui ne correspond pas à la vision du monde bornée du clergé.

Une des voix les plus importantes de l'opposition iranienne, qui se prononce pour la modernité, la démocratie et les droits de l'Homme, est Reza Pahlavi²³, le fils de feu le Shah iranien. Il plaide pour une stricte séparation de l'État et de la religion et pour un système politique dans lequel personne ne pourrait être traité comme citoyen de deuxième classe. Dans un entretien accordé à la chaîne américaine de télévision Fox News en janvier 2006, Reza Pahlavi expliquait que la plupart des Iraniens trouvaient les propos d'Ahmadinejad « honteux » et « détestables ». Le constat suivant de Reza Pahlavi est d'une importance particulière : « Les Iraniens ne veulent rien d'autre que la modernité, la liberté et le développement économique ».²⁴

Un Iran où régneraient prospérité et démocratie ne serait plus une couveuse de fascisme et du fanatisme. Avec ses campagnes de haine raciste, le régime veut détourner l'attention de sa propre décadence et de son incompetence. La plupart des Iraniens sont cependant assez intelligents pour ne pas croire ce que les médias contrôlés par l'État cherchent à leur inculquer et s'efforcent, malgré les nombreuses restrictions d'accès à Internet, aux programmes en perse de Kol Israël et d'autres médias internationaux, de se procurer des informations fiables.

Tout comme le reste du monde, l'Iran n'est pas immunisé contre la maladie de l'antisémitisme. Mais aujourd'hui, l'antisémitisme, tout comme l'anti-américanisme, font partie de la politique d'État du gouvernement clérical. Les mensonges, la peur et le fanatisme sont indispensables à la survie de la République islamique. Pour libérer l'Iran, de gros efforts doivent être entrepris pour atteindre les oreilles et la raison des citoyens et les préparer au moment décisif où ils se débarrasseront des entraves de l'arriération et de la tyrannie. En ce jour des Lumières, le sionisme ne sera plus un mot laid et mal écrit sur le mur en ruines d'un quartier miteux de Téhéran, mais sera compris selon sa vraie signification par une nation florissante, qui ne sera plus jalouse d'aucune autre nation pour sa réussite et vivra volontiers dans un monde pluraliste et paisible.

²⁰ www.irancpisd.com/.

²¹ www.iranian.com/AbbasMilani/2006/February/Black/index.html.

²² www.ldh-france.org/.

²³ www.rezapahlavi.org/.

²⁴ www.rezapahlavi.org/audiovideo/fox10706.html.

Extraits de propos antisémites du gouvernement iranien 1979-2006

Mahmoud Ahmadinejad

Lors de la « conférence d'urgence » sur la fin du conflit israélo-libanais de l'Organisation de la Conférence Islamique début août 2006 en Malaisie (source : Associated Press, 3 août 2006) :

« Même si la solution principale réside dans l'élimination du régime sioniste, un cessez-le-feu immédiat doit aujourd'hui être mis en place. »

[...] [Israël] est un régime illégitime, il n'existe aucune base juridique pour [légitimer] son existence. »

Le 18 juillet 2006, concernant les attaques du Hezbollah à l'encontre d'Israël (source : The Sunday Times, 23 juillet 2006) :

« J'invite les fidèles à attendre de bonnes nouvelles [...] Nous allons bientôt pouvoir attester de l'anéantissement de la verve sioniste. »

Dans une lettre adressée à la Chancelière allemande Angela Merkel (source : site officiel d'Ahmadinejad, publié le 29 août 2006)

« L'oppression continue et personne [sic] ne peut la remettre en question. Les gens ne peuvent même pas enquêter sur les causes de cette oppression ou y réfléchir, car ils risquent dans ce cas des peines de prison. Combien de temps l'humiliation du peuple et l'oppression vont-elles encore durer ? 60 ans, un siècle, 10 siècles, jusqu'à quand ? Cela me peine de devoir rappeler que les « accusateurs » permanents du grand peuple allemand sont des pays obsédés de la violence, et les sionistes, qui ont instauré le régime d'occupation par les armes au Proche-Orient.

[...] Malheureusement, l'influence des sionistes sur l'économie, les médias et sur certains cercles politiques met en danger les intérêts de nombreux peuples européens et les prive de nombreuses possibilités et chances [sic]. Le véritable prétexte à cette idéologie du chantage est l'Holocauste. »

Le 31 mai 2006, dans un entretien avec le magazine allemand « Der Spiegel » (source : Der Spiegel, édition 22/2006) :

« Nous ne voulons ni confirmer, ni nier l'Holocauste. Nous sommes contre toute sorte de crime contre tout peuple, mais nous voulons savoir si ce crime a vraiment eu lieu ou non. Si oui, alors ceux qui en portent la responsabilité doivent être punis, et non les Palestiniens. Pourquoi n'est-il pas autorisé de faire des recherches sur un fait qui a eu lieu il y a 60 ans ? »

Le 11 mai 2006, lors d'un discours devant des étudiants à Djakarta (source : le quotidien autrichien Der Standard, 12 mai 2006) :

« [Israël est] un régime tyrannique, qui sera détruit un jour. »

Le 24 avril 2006 lors d'une conférence de presse à Téhéran (source : The Independent, 25 avril 2006) :

« Nous affirmons que ce régime artificiel [Israël] ne peut continuer logiquement à exister »

Le 14 avril 2006, lors d'une « conférence d'aide » aux Palestiniens, à Téhéran (source : l'agence de presse allemande dpa – Deutsche Presseagentur, 14 avril 2006) :

« On peut douter de l'Holocauste. Mais on ne peut en aucun cas mettre en doute l'Holocauste perpétré au cours des années passées en Palestine. »

Le 5 janvier 2006, devant des ecclésiastiques chiïtes dans la ville iranienne de Qom (source : le journal en ligne Spiegel Online, 5 janvier 2006, et l'agence de presse iranienne IRNA) :

« Soyez certains que non seulement les Palestiniens, mais également chaque nation islamique n'accepteront pas un seul instant ce régime d'occupation et ce gouvernement corrompu. »

Le 14 décembre 2005, devant plus de 10 000 Iraniens dans la ville de Zahedan, lors d'une tournée dans la province de Sistan-Belouchistan, au sud-est de l'Iran (source : dpa – Deutsche Presseagentur, 14 décembre 2005) :

« Au lieu de parler du problème principal (les attaques israéliennes en Palestine), l'Occident se consacre aux fables des massacres de Juifs [...] Quand Dieu, les prophètes et la religion sont niés en Occident, personne ne s'en soucie, mais quand quelqu'un refuse de croire à cette fable de massacre de Juifs, la machine de propagande sioniste se met alors à hurler.

[...] Je crois que le peuple allemand est aujourd'hui aussi le prisonnier de l'Holocauste. Lors de la seconde guerre

mondiale, 60 millions de personnes sont tombées, la deuxième guerre mondiale était un crime énorme. [...] La question reste cependant : pourquoi est-ce que parmi ces 60 millions de victimes, seuls les Juifs sont au centre de l'attention ? [...] Combien de temps cela doit-il encore durer ? Combien de temps, croyez-vous, que le peuple allemand doit encore être l'otage des sionistes ? Quand cela prendra-t-il fin, dans 20, 50, dans 100 ans ? »

Le 8 décembre 2005, devant des représentants de médias, en marge d'un sommet d'États islamiques dans la ville de La Mecque (source : le quotidien allemand Tagesspiegel, 8 décembre 2005, d'après l'agence de presse iranienne IRNA) :

« Certains états européens s'obstinent dans l'idée qu'Hitler a assassiné des millions de Juifs innocents. Toute personne qui émet des doutes, même à l'aide de preuves concrètes, est condamnée ou atterri en prison. Nous ne reconnaissons pas ces affirmations (la Shoah), mais au cas où celles-ci se révéleraient exactes, nous posons aux Européens la question suivante : le meurtre de Juifs innocents est-il une raison suffisante pour soutenir les occupants de Jérusalem ? Dans le cas où les Européens le penseraient de manière sérieuse, qu'ils accueillent les sionistes dans leurs propres pays, comme par exemple en Allemagne ou en Autriche. »

Le 26 octobre 2005, lors d'un discours prononcé à la conférence à Téhéran portant le titre « Un monde sans sionisme » (MEMRI, Special Dispatch, 2 novembre 2005, citant l'agence de presse iranienne ISNA, 26 octobre 2006) :

« J'espère que les Palestiniens continuent d'agir de manière réfléchie et intelligente, comme ils l'ont prouvé dans leurs combats au cours de ces dix dernières années. Cette phase ne va pas durer longtemps et quand nous l'aurons réalisée avec succès, l'élimination du régime sioniste sera facile et sans heurts. [...] Si quelqu'un comprend, sous la pression de la puissance hégémonique, les choses de travers, ou reconnaît par naïveté, égoïsme ou hédonisme le régime sioniste – il doit savoir qu'il brûlera dans le feu de la communauté islamique [Oumma]. »

Hachemi Rafsandjani

A l'occasion de la manifestation pour la Journée Al Qods de 2004 à Téhéran (source : MEMRI Special Dispatch, 12 novembre 2004, citant l'agence de presse iranienne IRNA, 12 novembre 2004) :

« La création de l'État d'Israël était un plan satanique et l'on se doit de continuer d'étudier les objectifs diaboliques de cet État de manière précise. »

À l'occasion de la manifestation pour la Journée Al Qods de 2001 à Téhéran (extrait tiré d'un article publié dans l'hebdomadaire allemand Die Welt am Sonntag et rédigé par Bruno Schirra, « Atommacht Iran », 3 octobre 2004) :

« L'utilisation d'une bombe atomique sur le sol israélien ne laisserait aucune trace du pays, tandis que le monde islamique ne serait qu'à peine touché.. Le soutien de l'Occident à Israël est approprié à l'enfantement de la troisième guerre mondiale, entre les fidèles (Musulmans, NDT), qui cherchent le martyr, et ceux qui incarnent l'arrogance. »

Ayatollah Khamenei

Lors d'une allocution sur la chaîne de télévision d'État iranienne, Khamenei décrit Israël comme « satanique et cancéreux », loue le « djihad » du Hezbollah contre Israël (source : Iran Focus, 16 juillet 2006) :

« Ce régime est une tumeur infectieuse pour le monde islamique entier. »

Lors de la conférence internationale sur les médias dans le monde de l'Islam le 31 janvier 2002 (source : le quotidien allemand TAZ, 6 mars 2004) :

« Tous les politiciens, tous les journalistes, tous les intellectuels, tous les officiels et tous les experts de l'Occident doivent baisser la tête pour commémorer les chambres à gaz. En fait, ils doivent tous approuver une fable, dont l'authenticité n'est pas tout à fait claire, et se sentir eux-mêmes coupables à cause de cette histoire. »

Ayatollah Khomeiny

Avec ce qu'on appelle la révolution islamique, Khomeiny, revenu en Iran de son exil en France, proclame le 7 août 1979 la Journée Al Qods. Il déclare alors : (source : MEMRI Special Dispatch, 2 novembre 2004, citant le journal iranien Ettelaat, 9 août 1979) :

« J'exige de tous les Musulmans du monde et de tous les gouvernements musulmans de couper les mains des usurpateurs et de leurs alliés. Et j'invite les Musulmans du monde à faire ensemble du dernier vendredi du mois sacré du Ramadan la Journée Al Qods et à témoigner leur solidarité musulmane internationale pour le soutien des droits légitimes du peuple musulman palestinien. Je prie Dieu tout-puissant d'apporter la victoire des Musulmans sur les infidèles. »

2. Réactions aux déclarations du Président Ahmadinejad

Réactions des médias et gouvernements arabes à la diatribe anti-israélienne d'Ahmadinejad

Synthèse par Udo Wolter et Jochen Müller (MEMRI)

Tandis que les propos anti-israéliens et antisémites du Président iranien Ahmadinejad, tenus lors d'une conférence en l'honneur de la Journée Al Qods, ont provoqué une vague d'indignation en Europe et aux États-Unis, les gouvernements arabes se sont exprimés tardivement sur son discours. La seule exception fut le négociateur en chef de l'Autorité Palestinienne, Saeb Erekat, qui condamna immédiatement et de manière catégorique les propos d'Ahmadinejad, selon lesquels Israël devrait être rayé de la carte. « Ceci est pour nous inacceptable », a-t-il déclaré, selon le quotidien libéral israélien Ha'aretz, « nous avons reconnu l'État israélien et nous voulons atteindre un processus de paix avec Israël, et [...] nous n'acceptons pas les propos du Président iranien. »²⁵ Certains analystes politiques du Moyen-Orient indiquent que la ligne sans compromis d'Ahmadinejad jette la lumière sur les différences entre l'Iran et les autres pays de la région. L'ancien diplomate égyptien et conseiller en matière de politique extérieure, Mohammed Wahbi, critique le silence des gouvernements arabes, car le discours d'Ahmadinejad annihile selon lui les perspectives de paix dans la région.²⁶

La presse arabe a aussi tout d'abord évité de commenter. Des extraits du discours, non commentés, firent la une de nombreux journaux arabes. C'est seulement après les réactions occidentales indignées et les nouveaux propos anti-israéliens d'Ahmadinejad, que des commentaires, favorables ou critiques, commencèrent à se faire entendre. Le journal gouvernemental égyptien *Al-Ahram* se montra, dès la fin octobre 2005, très clair, en reprochant à Ahmadinejad de n'avoir « pas pensé, lorsqu'il a tenu ces propos, ou peut-être se croyait-il encore dans les jours fanatiques de sa jeunesse et pas Président de l'Iran. [...] Si le Président iranien est soucieux de la Palestine, alors il ferait bien de se retirer des trois îles des Emirats Arabes Unis que

l'Iran occupe depuis plus de dix ans. Et le mieux serait pour lui d'arrêter de se mêler des affaires intérieures de l'Irak. »²⁷

Un éditorial publié au même moment dans le quotidien proche du gouvernement égyptien *Al-Jumhuriya* affirme cependant que la colère dans les capitales occidentales montre qu'elles « ne perçoivent le monde qu'à travers les yeux d'Israël ». ²⁸ Dans la même veine, le journaliste Nawaf Al-Zarwa écrivait à la mi-décembre 2005, dans le quotidien jordanien *Al-Dustour*, après qu'Ahmadinejad a remis en cause la Shoah : « Chaque fois que quelqu'un parle avec précaution d' « Israël » ou de l' « occupation israélienne » ou de la guerre d'annihilation massive conduite par Israël contre les Palestiniens, ou quand un chercheur, un intellectuel ou un politicien de haut rang comme l'ancien Premier ministre malaisien Mahatir ou le Président iranien, ose critiquer les actions de l'État sioniste, ou remettre en question l'Holocauste, les médias américano-sionistes ouvrent immédiatement le feu sur eux et accusent ces chercheurs, intellectuels et politiciens de racisme et d'antisémitisme. »²⁹

Dans quelques journaux, à côté des efforts de compréhension de la situation en Iran, se glissait une critique prudente, insinuant que les propos d'Ahmadinejad nuisaient aux intérêts iraniens et par la même occasion, au final, aux intérêts palestiniens. Dans le quotidien jordanien pro-gouvernemental, *Al-Ra'y*, on pouvait lire déjà, après les propos d'Ahmadinejad lors de la Journée Al Qods, que personne ne savait « si les propos tenus par le Président iranien sur « l'éradication d'Israël de la carte » étaient seulement un lapsus ou témoignaient d'une intention réelle. Comme toujours, les remarques d'Ahmadinejad ont créé un problème supplémentaire pour l'Iran. »³⁰ Le journaliste Abdul Wahab Badrakhhan écrivait dans le quotidien *Al-Hayat*, qui paraît à Londres, sur un ton apologétique beaucoup plus marqué : « Les paroles d'Ahmadinejad selon lesquelles Israël serait « une tumeur » que l'on doit rayer de la carte ou transférer en Allemagne ou en Autriche, provoquent l'Occident américano-européen. Celui-ci a passé au final les cinquante dernières années à couvrir les crimes perpétrés par Israël, et a ainsi soutenu ses délits illégaux et inhumains, pour installer Israël au centre de la région arabe. Après que les Arabes eurent cessé de se défendre, et n'aient même plus condamné l'existence d'Israël, l'Iran a recours à des slogans qui semblent dépassés et vieillissés, pour rappeler à l'Occident et à Israël que

²⁵ PA's Erekat: Iran's anti-Israël statement is « unacceptable », Ha'aretz, 27 octobre 2005.

²⁶ Arthur Max, Arab States Mum on Iran's Israël Remarks, Associated Press, 27 octobre 2005.

²⁷ Arab press torn on Ahmadinejad call, BBC News, 30 octobre 2005.

²⁸ Arab press torn on Ahmadinejad call, BBC News, 30 octobre 2005.

²⁹ Al-Dustour, 14 décembre 2005.

³⁰ Arab press torn on Ahmadinejad call, BBC News, 30 octobre 2005.

les faits historiques ne sont pas tels qu'ils les présentent [...]. Les propos d'Ahmadinejad ont peut-être absolument mérité d'être condamnés par l'Occident. Pour les Arabes, il est difficile au contraire de soutenir cette condamnation –même s'ils ne soutiennent pas le Président iranien. »³¹

Les propos d'Ahmadinejad sur la Shoah ont à nouveau déclenché le débat sur la conception qu'en ont les pays arabes, à un moment où de nombreux commentateurs rejoignent des positions relativistes, ou traitent ces positions sur un pied d'égalité avec les connaissances scientifiques. Ainsi, Zain Al-Abidin Al-Rukabi commentait dans le journal *Al-Sharq Al-Awsat* que la Shoah est « un fait historique », qui est cependant « caractérisé par une infinitude d'adjonctions, de broderies et d'exagérations » et « exploité et instrumentalisé de manière raciste et écoeurante » par Israël.³²

Hazem Saghieh, un des journalistes arabes les plus connus et renommés, critique de manière remarquable cette tendance, extrêmement répandue, dans le journal *Al-Hayat* :

« Il est important de rappeler que la « culture » consistant à nier l'Holocauste [...], s'est développée d'une telle façon qu'elle est entre-temps devenue la position dominante dans la vie publique arabe et islamique. Alors que ce thème semblait déjà dépassé et ne préoccupait que d'insignifiants groupuscules fanatiques et attardés, une pluie empoisonnée est tombée sur nous depuis l'Iran, avidement absorbée par les déserts arabes.

A présent, ce thème [la négation de la Shoah] n'est pas seulement limité à des groupuscules. Au final, Ahmadinejad a été élu, malheureusement et de manière consternante, par des millions d'Iraniens comme Président de la République. [...]

Influencés par les écrits de l'ancien Ministre de la défense syrien Mustafa Tlass, ainsi que par une série de communiqués d'Oussama Ben Laden ou Ayam Al-Zawahiri, les écrits du Hamas, du Djihad Islamique et du Hezbollah fourmillent de larges extraits des « Protocoles des Sages de Sion », du « Danger juif » ou autre camelote, qui se mêlent aux visions mystiques du martyr [...].

La maladie se développe du bas de la société jusqu'aux hauts dirigeants. Et ce n'est pas un hasard si les membres des fractions qui répandent cette « idée », sont aussi ceux qui nous

promettent le chemin hors du sombre tunnel de l'occupation et de l'injustice vers un avenir lumineux. Tout comme ce n'est pas un hasard si ce bloc défend des tendances anti-modernes [...]. »³³

³¹ Al-Hayat, 12 décembre 2005 [Traduction à partir de la version anglaise].

³² Al-Sharq Al-Awsat, 24 décembre 2005.

³³ Al-Hayat, 24 décembre 2005. Voir aussi Zvi Bar'el, After « poisoned Iranian rain », Ha'aretz, 1^{er} janvier 2006.

Réponse à Ahmadinejad : Quelles stratégies ?

Walid Salem

En tant que Palestinien, engagé politiquement de manière responsable au cours des trente et une dernières années, dont cinq passées en prison en tant que prisonnier politique, il m'est difficile de continuer à faire comme si de rien n'était lorsque j'entends le Président d'un état islamique revenir aux discours des années soixante et soixante-dix, qui exigeaient l'élimination d'Israël. A cette époque, ce type de discours était tenu par les mouvements nationalistes arabes (ainsi que par les organisations marxistes armées palestiniennes). Aujourd'hui, ces paroles figurent au programme des islamistes et sont reprises par les Iraniens ainsi que par divers mouvements politiques affichant l'Islam comme idéologie, y compris sur leurs drapeaux.

Ces paroles ne sont pas seulement dangereuses en raison de leur caractère incitateur. Elles soulignent en effet en même temps un manque de vision stratégique, qui concernera la future Palestine après le retrait israélien : comment traite-t-on, dans le contexte israélo-palestinien et israélo-arabo-islamique, de ce qu'on appelle la „question juive” ?

Le premier point relatif à cette question concerne la „question juive” elle-même : est-ce que nous nous posons vraiment cette question au Moyen-Orient ? A l'exception d'un livre rédigé il y a quelques années par le journaliste libanais Joseph Samahah, je ne connais aucune publication arabe considérant la „question juive” autrement que comme une question européenne, comme une question arabe, ou plutôt comme une question de l'Islam.

Le deuxième point découle du premier : si l'on reconnaît la „question juive”, on doit s'interroger sur tous ses aspects. Certaines questions doivent être posées de manière franche : les droits des Juifs ont-ils toujours été garantis dans les pays arabes et islamiques par le passé ? Si la réponse à cette question est positive, pourquoi les Juifs ont-ils quitté ces pays pour Israël ? La propagande sioniste fut-elle l'unique motivation ? Si c'est

uniquement la propagande sioniste qui a engendré l'émigration vers Israël, pourquoi une partie de cette population, venue des pays arabes et islamiques en Israël, défend-elle à présent des positions de droite vis-à-vis des Palestiniens et des Arabes ? Une question encore : quelle fut la contribution des Arabes et des pays islamiques au maintien de bonnes relations avec les Juifs ayant émigré en Israël ? Ces questions exigent des réponses claires. Continuer à justifier des erreurs ne peut conduire qu'à une détérioration accrue des relations israélo-palestiniennes, ainsi que des relations entre Israël et la région du Proche et du Moyen-Orient.

Mon troisième point concerne l'aspect stratégique vis-à-vis d'Israël. Est-ce qu' Ahmadinejad et ses semblables pensent que ce type de propagande rend service aux Palestiniens ? Contribuent-ils d'autre part à intégrer Israël au Proche et au Moyen-Orient ? Ou est-ce que leur attitude ne conduit pas uniquement à renforcer cette tendance appelant Israël à faire partie de l'Occident et à renoncer à la culture orientale et aux liens avec l'Orient, excepté les liens d'hégémonie et de domination ? Ces déclarations contribuent-elles à la paix au Proche et au Moyen-Orient ou engendrent-elles plus de haine et de violence, ainsi qu'une dissémination des armes atomiques ? Ahmadinejad envisage-t-il d'utiliser ces armes pour détruire Israël ?

Ne comprend-il pas qu'une réaction israélienne pourrait entraîner la destruction de l'Iran et probablement aussi d'autres pays du Proche et du Moyen-Orient ? Pourquoi opter pour la dynamique de militarisation et de propagation d'armes de destruction massive plutôt que pour la paix ? Que signifie ce type de stratégie ? Que dit-elle sur nos dirigeants ?

Mon quatrième point concerne notre rôle dans la solution de la „question juive”. Il est évident que la part de responsabilité majeure dans l'origine du problème revient à l'Europe. Mais étant donné que l'État juif a été créé au Proche-Orient, nous devons répondre à la question de savoir si nous voulons relever le défi d'intégrer Israël dans la région. Ou souhaitons-nous plutôt créer de nouveaux conflits, en partant uniquement du principe que nous ne sommes pas responsables de l'origine du problème ? Même si nous ne sommes pas directement responsables de la création d'Israël, cela demeure une partie de notre responsabilité en tant qu'humains de trouver une solution commune à la „question juive”, plutôt que de résoudre le problème de la souffrance causée par la création de l'État d'Israël en causant de l'angoisse au peuple juif !

Ce sont des choses auxquelles Ahmadinejad ne pense pas, car, dans sa stratégie furieuse, il ne reconnaît pas l'humanité de ceux à qui il s'oppose.

Le cinquième point pose la question de savoir si cette attitude reflète l'Islam. S'agit-il bien de l'Islam tolérant, connu de tous les citoyens moyens, et qui reconnaît l'"Autre" ? S'agit-il bien de l'Islam qui défend l'égalité de droits entre les êtres humains, indépendamment de leur religion, de leur couleur de peau, de leur sexe, etc. ? Ces idéologies aveugles n'ont rien à voir avec l'Islam. Elles engendrent uniquement le contraire de ce que celui-ci défend : elles créent de la haine à partir des différences religieuses, conduisant jusqu'à des guerres de religions.

Les Musulmans modérés sont invités à se prononcer sur les points cités ci-dessus. Ils doivent s'exprimer à haute voix contre ces idéologies aveugles et exiger au contraire une discussion vraie et intensive sur la „question juive", ainsi que sur la place d'Israël au Proche et au Moyen-Orient. Sans une discussion profonde, le conflit israélo-palestinien ne pourra jamais être complètement résolu.

Cet article a été publié pour la première fois le 1er novembre 2005 sur le site de MidEastWeb for Coexistence (www.mideastweb.org) et reimprimé le 8 novembre 2005 dans le journal libanais The Daily Star.

Cercle de Dialogue Iranien de Berlin (Iranischer Dialogkreis in Berlin) : Prise de position face aux propos d'Ahmedinejad

C'est avec consternation que nous prenons connaissance des déclarations de „notre” Président Ahmedinejad sur l'État d'Israël et sur la Shoah. Même si nous condamnons certaines évolutions de la politique israélienne, les déclarations répétées d'Ahmedinejad nous choquent et nous les jugeons inacceptables.

Nous, membres du Cercle de Dialogue Iranien (*Iranischer Dialogkreis*), qui nous efforçons de faire connaître la culture et la politique iranienne à Berlin, nous nous distançons de façon impérative des propos antisémites du gouvernement iranien, qui sont contraires aux valeurs de l'Humanité.

Les propos des représentants iraniens ne traduisent en aucun cas l'opinion de la majorité des Iraniens. Elles masquent une multitude d'exemples positifs attestant de bonnes relations entre les Iraniens et les Juifs. Les Juifs vivent depuis plusieurs siècles en Iran et ont énormément contribué au développement de la culture du pays. Ces relations remontent à l'époque biblique. Le roi de Perse Kyros a rendu possible le retour dans leur pays des Juifs exilés à Babylone ainsi que la reconstruction du temple de Jérusalem. Dans la Bible, ce roi est même qualifié de „Messie de Dieu” (Jes. 45.1). Le Talmud babylonien souligne aussi l'intensité des relations entre les Juifs et les Iraniens. Des poètes juifs du Moyen Âge, comme Shahin Shirazi ou Imrani, font partie de la littérature perse classique. Au cours du siècle dernier en particulier, alors que les Juifs étaient soumis à de nombreuses attaques et persécutions, les Juifs iraniens pouvaient vivre librement dans leur pays. C'est même en grande partie encore le cas aujourd'hui. Preuve en est que, malgré une diminution rapide de la population juive depuis la Révolution de 1979, la communauté juive d'Iran est toujours la plus importante de tous les pays islamiques. Les Juifs en Iran ne sont pas seulement présents dans la vie publique, mais sont aussi très actifs dans le dialogue interreligieux. Certains textes fondamentaux de la religion juive, comme les „Maximes des pères” (Pirké Avoth), ou des ouvrages de penseurs juifs, comme Martin Buber, ont

été traduits en persan et sont disponibles dans les librairies iraniennes. Il est regrettable que les déclarations intolérables du Président iranien présentent au monde entier, une fois de plus, une image simpliste de la population iranienne.

Les déclarations d'Ahmedinejad méritent aussi d'être condamnées car de nombreux Juifs originaires d'Iran vivent aujourd'hui en Israël. Ceux-ci ont vu leur influence croître au cours des dernières années. Le meilleur exemple de cette évolution est la nomination de Moshé Katzav, originaire d'Iran, au poste de Président de l'État hébreu. Le ministre de la Défense, Shaul Mofaz, est lui aussi originaire d'Iran. L'influence des Juifs d'origine iranienne est aussi visible dans le domaine culturel. L'écrivain Dorit Rabinyan, dont les romans, qui parlent de la vie des Juifs iraniens, ont été récompensés par le prix du Jewish Book Award, illustre parfaitement cette situation. Tout comme la chanteuse populaire Rita, qui compte toujours des chants persans dans son repertoire.

De nombreuses associations de Juifs d'origine iranienne se consacrent à la diffusion de la culture de leur ancienne patrie. A l'Université Hébraïque de Jérusalem, la culture iranienne fait partie du cursus académique et est enseignée par des spécialistes de renommée internationale.

Pour nous, la forte présence de Juifs iraniens et le maintien de la culture iranienne en Israël devraient permettre d'entretenir des relations amicales entre Juifs et Iraniens, indépendamment de la politique entre Israël et l'Iran. Nous exigeons des représentants iraniens une révision de leur attitude hostile à l'encontre des Juifs du monde entier et espérons que les relations entre Iraniens et Juifs pourront se développer dans le futur sur une base positive.

Iranischer Dialogkreis Berlin
Berlin, le 14 décembre 2005
Contact :
Kambiz Behbahani, journaliste
Mobile : +49-1704826546

Première publication le 15 décembre 2005 sur le site Internet www.iran-now.net.

3. Les dimensions internationales de la Journée Al Qods

Tour d'horizon

Arne Behrens

La prétention au pouvoir de l'idéologie islamiste de Khomeiny a une portée universelle. En conséquence, la Journée Al Qods est célébrée annuellement dans le monde entier grâce à des manifestations des partisans de Khomeiny. La présence et l'ampleur des manifestations dans chaque pays dépendent des contextes nationaux spécifiques.³⁴ La taille de la population chiite demeure le facteur le plus important. Dans les pays à majorité sunnite, les chiites sont souvent confrontés à une exclusion politique et sociale, voire même à de violentes attaques physiques. Grâce à sa stratégie d'« exportation de la révolution », le régime chiite iranien envisageait de gagner en influence auprès des chiites des autres pays. De grandes manifestations pour la Journée Al Qods ont ainsi lieu dans plusieurs villes pakistanaises³⁵, à Bahreïn³⁶ et depuis 2003 en Irak³⁷. Le plus grand succès de l'exportation de la révolution iranienne reste cependant le Liban, avec en particulier, la création et la montée en puissance du Hezbollah. La première analyse par pays de ce chapitre portera donc sur le Liban et la Journée Al Qods à Beyrouth.

L'analyse suivante, qui concerne la Turquie, montre que la Journée Al Qods n'est pas utilisée uniquement par des organisations chiites -ou plus ou moins directement dirigées par l'Iran- à des fins propagandistes.

En comparaison, les manifestations dans les pays occidentaux demeurent restreintes. Là encore, ce sont des islamistes chiites, fidèles de Khomeiny, qui les organisent et y prennent part. Les analyses suivantes, qui portent sur Londres,

Berlin et les États-Unis, présentent les structures locales et les différences apparentes des manifestants de la Journée Al Qods. Ce type de manifestation a aussi lieu dans d'autres villes occidentales, comme à Toronto, au Canada³⁸.

Ce qui frappe dans la Journée Al Qods est que ceux à qui ce jour de propagande prétend apporter son soutien ne manifestent pas eux-mêmes. Dans les territoires autonomes palestiniens, aucune manifestation n'a été recensée au cours des dernières années. En réalité, en 2003, une déclaration conjointe pour la Journée Al Qods a, par exemple, été publiée par l'organisation islamiste sunnite du *Hamas* (qui est issue de l'idéologie des Frères Musulmans égyptiens) et la petite organisation du *Djihad Islamique* (qui suit l'idéologie de Khomeiny et est massivement soutenue par l'Iran). Les deux organisations terroristes ont annoncé d'autres attentats-suicide dans un communiqué de presse qui se termine par les mots suivants : « Le vrai champ de bataille pour ceux qui cherchent à atteindre le djihad et le martyr se trouve à Al Qods, en Palestine et dans les territoires arabes occupés, là où est versé le sang des moudjahiddins ».³⁹

Contrairement aux territoires palestiniens, des manifestations pour la Journée Al Qods ont lieu dans certains pays de l'Asie du Sud et du Sud-Est, comme le Bangladesh⁴⁰ ou l'Indonésie⁴¹. En Afrique, les manifestations en Afrique du Sud et au Nigeria mériteraient une analyse individuelle détaillée et doivent de ce fait être présentées ici.

En Afrique du Sud, des manifestations pour la Journée Al Qods ont régulièrement lieu au Cap. Ainsi, en 2001, trois mois après les attentats du 11 septembre, des milliers de personnes manifestaient devant l'ambassade américaine, aux cris de « Mort à l'Amérique » et « Mort à Israël ».⁴² En novembre 2002, 300 manifestants défilaient dans la ville pour la Journée Al Qods. Le cortège était, entre autres, composé d'enfants déguisés, les uns en kamikazes, les autres en combattants du Hezbollah. La mort

³⁴ Pour un aperçu des activités pour la Journée Al Qods dans le monde, d'un point de vue islamiste, voir : Mansoor Limba : Imam Khomeini's International Quds Day: From Street Marches to Cyber-Demonstrations (Papier présenté lors de la Conférence Internationale sur les Pensées de l'Imam Khomeiny d'après les penseurs du monde, Téhéran, 1^{er} et 2 juin 2004), www.geocities.com/icpikw/cyberquds.html.

³⁵ Bush threat to world peace : speakers : Al Quds Day observed in twin cities, in: Dawn – The Internet Edition, 23 Novembre 2003, www.dawn.com/2003/11/22/nat2.htm.

³⁶ Bahrainis Hold Quds Day Rally, Al Jazeera online, 29. Oktober 2005, www.aljazeera.com/News%20Archives/2005%20News%20Archives/October/29%20n/Bahrainis%20Hold%20Quds%20Day%20Rally.htm.

³⁷ www.intelligence.org.il/eng/bu/iran/je_apb.htm.

³⁸ www.cpcml.ca/Tmld2001/TMLD228.htm#6.

³⁹ The Palestinian Information Center – Daily News: Hamas-Islamic Jihad issue joint statement on Quds Day, 22.11.2003, www.palestine-info.co.uk/am/publish/article_3348.shtml.

⁴⁰ www.jafariyanews.com/nov2k2/30_bangla.htm.

⁴¹ www.tempo.co.id/hg/nasional/2003/11/22/brk,20031122-01,uk.html.

⁴² www.iol.co.za/index.php?set_id=1&click_id=13&art_id=qw1008351721720B253.

de 15 personnes (dont 3 Israéliens) dans un attentat au Kenya perpétré 24 heures auparavant par Al-Qaïda, a suscité de sévères critiques de cette manifestation dans la presse sud-africaine.⁴³

En Afrique du Sud, les manifestations sont organisées par une organisation khomeiniste soutenue par l'Iran : *Qibla*. Ce mouvement sud-africain, né dans les années 1980, s'efforçait de diffuser les objectifs de la révolution islamique iranienne au sein du mouvement anti-apartheid.⁴⁴ Aux côtés de la diffusion des idées du régime iranien, *Qibla* dit poursuivre dans sa lutte contre Israël la continuation de la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud. Cette vision simpliste est malheureusement partagée dans le monde entier, au-delà du cercle des islamistes khomeynistes. Preuve en fut le lourd climat antisémite régnant en 2001 à Durban, en Afrique du Sud, lors de la conférence des Nations Unies contre le Racisme.⁴⁵

Au Nigeria, des manifestations pour la Journée Al Qods ont lieu tous les ans dans les états du Nord, à majorité musulmane. En raison de l'introduction, contestée, de la charia dans certains de ces états, de sanglantes confrontations entre Musulmans et Chrétiens se sont déroulées de manière régulière au cours des dernières années, faisant de nombreuses victimes. Parmi les organisations islamiques qui sont en concurrence, c'est l'organisation militante *Muslim Brotherhood* (Frères Musulmans) du khomeyniste Ibrahim Al-Zakzaky qui organise la Journée Al Qods⁴⁶. En 1999, selon les chiffres fournis par les organisateurs, jusqu'à un million de personnes auraient manifesté pour la Journée Al Qods à Zaria.⁴⁷ La *Muslim Brotherhood* d'Al-Zakzaky est ainsi un exemple rare de mouvement khomeiniste ayant réussi à mobiliser d'importantes masses sunnites. Fin octobre 2005, on estime que 25 000 personnes ont participé à la manifestation pour la Journée Al Qods dans la ville de Kano, au nord du Nigeria. C'est donc au Nigeria que s'est déroulée, après les manifestations Al Qods en Iran et au Liban, la plus grande manifestation à ce jour de propagande antisémite mondiale.⁴⁸

Les analyses de ce chapitre se concentrent sur une série de pays importants. Il est cependant nécessaire de rappeler que la véritable ampleur des activités pour la Journée Al Qods dépasse de loin ces exemples régionaux.

⁴³ Outrage as 'suicide bombers' hit Cape Town, in: Independent Online, 29.11.2002, www.iol.co.za/index.php?click_id=6&art_id=ct20021129214338612B5162757&set_id=1.

⁴⁴ Sur les tentatives du mouvement *Qibla* pour gagner en influence parmi les musulmans d'Afrique du Sud, voir : Annelie Botha: PAGAD: A Study Case of Radical Islam in South Africa, in: The Jamestown Foundation: Volume 3, Issue 17 (September 8, 2005), www.jamestown.org/terrorism/news/article.php?articleid=2369781.

⁴⁵ Pour un aperçu des liens entre le mouvement de solidarité pour la Palestine et la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud, d'un point de vue anti-sioniste, voir : Na'eem Jeenah: Palestinian Solidarity in South Africa, 2001, web.uct.ac.za/depts/religion/IE/institutes_ISR_Ms_Palestinian_.html.

⁴⁶ La *Muslim Brotherhood* au Nigeria (www.islamicmovement.org) ne doit pas être confondue avec les Frères Musulmans sunnites des états arabes. Voir : Shedrack Best: Nigeria: The Islamist Challenge: the Nigerian « Shiite » Movement, in: Monique Mekenkamp, Paul van Tongeren, Hans van de Veen: Searching for Peace in Africa – An Overview of Conflict Prevention and Management Activities, 1999, www.conflict-prevention.net/page.php?id=40&formid=73&action=show&surveyid=1#author.

⁴⁷ Rapport succinct de l'organisation londonienne pro-iranienne Islamic Human Rights Commission : www.ihr.org.uk/show.php?id=458.

⁴⁸ www.dawn.com/2005/10/29/int2.htm.

Au Liban

Mira Dietz

« Le problème au Liban est que beaucoup de gens oublient qu'Israël existe. Ou alors, ils perçoivent Israël comme un ennemi, une menace, un danger. Pour cette raison, tous parlent de la Syrie. »⁴⁹ Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, ne pouvait expliquer plus clairement l'importance de la Journée Al Qods au Liban pour son parti. Cette Journée a pour but de détourner l'attention sur Jérusalem, dont le Hezbollah prétend qu'elle doit, en tant que troisième ville sainte de l'Islam, être libérée.

Le Hezbollah cherche à renforcer l'idée d'une différence existentielle entre l' « état frère » la Syrie, et l' « ennemi éternel », Israël, surtout depuis que la Syrie est en proie aux critiques, suite aux enquêtes sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri en février 2005.

« Lors de la Journée Al Qods, nous renouvelons notre serment en faveur de Jérusalem, son peuple, sa cause et son imam : ceci va rester dans notre conscience et continuer à être notre cause, notre lutte et notre but. »⁵⁰ Ces déclarations, faites par Nasrallah, prouvent que le but du Hezbollah ne consiste pas seulement à faire sortir les prisonniers libanais des prisons israéliennes et à mettre fin à l'occupation israélienne des Fermes de Shebaa. (Le Hezbollah, tout comme le gouvernement syrien, continue d'affirmer l'appartenance au Liban de ce petit bout de terre, malgré le rejet de cette affirmation par les Nations Unies et le fait que les fermes ne peuvent à présent être disputées qu'entre la Syrie et Israël, comme appartenant aux Monts du Golan). Selon le Hezbollah, sa mission réside toujours avant tout dans la destruction d'Israël et dans l'établissement d'un pouvoir arabo-musulman à Jérusalem⁵¹. La Journée Al Qods représente ainsi le point culminant de l'idéologie antisémite du Hezbollah⁵². C'est à travers cette idéologie que celui-ci s'adresse à ses propres partisans, à la population et au gouvernement libanais, ainsi qu'aux pays de la région et aux acteurs de la politique internationale.

Démonstration de la force militaire

Des milliers de miliciens en uniforme, avec, au milieu, des enfants, des bataillons marchant au pas, la présentation d'unités spéciales faisant preuve de leur formation militaire grâce à d'intrépides descentes encordées, un décor préparé plusieurs jours à l'avance et un service d'ordre extrêmement efficace, assignant hommes et femmes dans les travées prévues pour les spectateurs et n'autorisant que leurs habitants à pénétrer dans les bâtiments environnants : la Journée Al Qods de Beyrouth. En 2005, elle incarne, comme les années précédentes, une mise en scène parfaite de la force militaire. Tellement parfaite qu'on oublierait presque qu'aucun combattant ne porte une arme. Il n'en fut pas toujours ainsi : en 1994, le Hezbollah a rencontré des difficultés, suite à la décision du Conseil de sécurité libanais d'interdire les manifestations armées. Avec des défilés militaires non armés, le Hezbollah cherche aujourd'hui à confirmer ses allégations selon lesquelles ses armes servent uniquement à la lutte contre Israël et ne peuvent être dirigées contre les Libanais.

Les milliers de partisans du Hezbollah venus en car de tous les coins du pays, ne sont pas les seuls à être impressionnés par la puissance de l'organisation : la manifestation s'adresse aussi aux politiciens présents et aux téléspectateurs (la chaîne satellitaire du Hezbollah, Al-Manar, diffusée dans le monde entier, retransmet en direct les festivités pendant des heures ; les autres chaînes libanaises en rendent compte de manière détaillée lors du journal du soir). En temps normal, lors de la Journée Al Qods, l'ambassadeur iranien ne siège pas seul aux côtés du secrétaire général Nasrallah à la tribune. Des représentants du Président libanais, du Premier ministre et du Président du Parlement, ainsi que des représentants des partis les plus importants, de l'armée et des forces de sécurité y assistent régulièrement, donnant ainsi l'image d'une manifestation dépassant les clivages politiques. Le refus du Premier ministre Fouad Siniora et du parti du fils de Rafic Hariri, Saad, en froid avec le Hezbollah en raison de la position de ce dernier sur la Syrie, d'envoyer des représentants en 2005 dans la banlieue chiite de Beyrouth à la manifestation Al Qods a immédiatement été considéré comme une déclaration politique. Participer à la Journée Al Qods -la plus importante manifestation annuelle du Hezbollah, équivaut à indiquer le respect qu'on témoigne à l'égard de cette importante force politique interne. Depuis les élections parlementaires de juin 2005, le Hezbollah siège aussi au gouvernement. Il se trouve cependant souvent opposé aux autres forces gouvernementales en raison de sa position pro-syrienne.

⁴⁹ Interview de Hassan Nasrallah sur la chaîne de télévision libanaise New TV le 18 janvier 2006.

⁵⁰ Fin du discours de Hassan Nasrallah lors de la Journée Al Qods de 2005, repris par le quotidien libanais Al-Safir le 29 octobre 2005.

⁵¹ Amal Saad Ghorayeb indique que ce but est justifié d'un point de vue religieux, mais aussi d'un point de vue arabo-nationaliste (Amal Saad Ghorayeb : Hizbu'llah. Politics and Religion, London : Pluto Press, 2002, S. 161ff).

⁵² Voir : Esther Webman, « Anti-Semitic Motifs in the Ideology of Hizballah and Hamas », Project for the Study of Antisemitism, Tel Aviv University, ict.org.il/articles/articleid=51. Contrairement à certaines rumeurs, le Hezbollah se défend de toute participation à la conférence des négationnistes à Beyrouth en mars 2001. L'ancien chef du groupe parlementaire du Hezbollah au parlement libanais, Mohammed Raad, a cependant confirmé auprès du journal libanais The Daily Star que le contenu de la conférence correspondait exactement à l'esprit du parti (The Daily Star du 24 mars 2001). Concernant la conférence, qui a finalement été interdite par le gouvernement libanais, voir aussi : Götz Nordbruch: « An Attempt to internationalize the denial of the Holocaust », in: International Center for the Study of Antisemitism, Annual Report, Jerusalem, 2001, S. 9-11).

Un discours à l'attention des partisans et des opposants

Derrière une vitre pare-balles se tient Hassan Nasrallah, le secrétaire général du Hezbollah depuis 1992, reconnaissable à son turban noir. L'homme, qui porte le titre de « Sayyed », qui suggère son appartenance à la lignée du prophète Mahomet, accompagne ses mots de grands gestes lents. Devant lui, sur l'autoroute qui porte le nom de son fils Hadi, tué par les troupes israéliennes au Sud du Liban, des milliers de personnes se sont rassemblées et sont pendues à ses lèvres. « Les gens boivent les paroles de « Sayyed », ils sont convaincus par ses paroles et ne les oublient pas. Celles-ci deviennent leur propre langage. (...) Le public, qui est persuadé de l'injustice du monde, écoute attentivement le « Sayyed », qui leur donne force, fierté et sécurité », écrit le journal pro-syrien Al-Safir.⁵³ Cependant, la Journée Al Qods ne sert pas seulement à soutenir les sympathisants du parti dans leur idéologie guerrière contre Israël et leur apologie du « martyr », en leur procurant une expérience collective grisante. La grande manifestation du dernier vendredi du mois de Ramadan sert aussi à prendre position sur des questions de politique nationale et internationale. Dans le discours de Nasrallah, les prises de position sur les événements actuels (comme la mort de Yasser Arafat en 2004, les rapports des Nations Unies sur la mise en place de la résolution 1559, ou sur l'assassinat de Rafic Hariri un an plus tard) se mêlent rapidement aux promesses incontournables de « résistance » contre Israël.

Ces déclarations sont attentivement suivies par les médias libanais, le discours y est retransmis en grande partie et commenté les jours suivants par des politiciens de toutes tendances. Aux yeux de la population, le Hezbollah a bien « libéré » le Sud du Liban de l'occupation israélienne en 2000, grâce à des actes terroristes au nom de la « résistance nationale » ; ce qui est reconnu et apprécié au-delà de sa base chiite. Ses positions sur la politique intérieure et extérieure sont toutefois critiquées.

L'attachement du parti à ses armes (il est la seule milice à ne pas avoir dû rendre les armes après la guerre civile en raison de l'occupation israélienne du sud du Liban) et son entêtement à faire placer sous contrôle libanais le territoire insignifiant des Fermes de Sheeba, irritent de nombreux Libanais, tout comme ses provocations militaires régulières à l'encontre d'Israël.

Un acteur politique contesté

« Que crient les manifestants du Hezbollah ? « Mort à l'Amérique ! », et « Mort à Israël ! » Autrement dit : Mort à nous. (...) Il est à présent clair qu'Israël n'est pas le seul danger pour la région, ses habitants, ses âmes, sa propriété et son bien-être. C'est beaucoup plus [leur] bêtise, liée à d'autres desseins, à laquelle nous nous opposons. Nous voulons empêcher leurs projets et ceux de leurs alliés. »⁵⁴ Ces lignes, écrites par la journaliste libanaise Dalal al-Bizri dans le journal al-Hayat, publié à Londres, reflètent l'opinion d'un grand nombre de ses concitoyens. Al-Bizri montre que le Hezbollah, qui proteste énergiquement contre une prise d'influence américaine au Liban, est lui-même contrôlé depuis l'étranger, à savoir depuis l'Iran.

Dans ses discours pour la Journée Al Qods, Nasrallah cite toujours Khomeiny comme le fondateur de cette journée. L'Iran a joué un rôle décisif dans la création du Hezbollah, notamment grâce à l'envoi de « Gardiens de la révolution » au Liban, en 1982. Mais pas uniquement. Jusqu'à aujourd'hui, il soutient le Hezbollah aux niveaux financier et politique.⁵⁵ Le modèle de l'État islamique reste une référence pour le Hezbollah, même si celui-ci insinue depuis quelques années qu'un tel État ne pourra être établi dans l'immédiat au Liban.

Les déclarations agressives et antisémites du Président iranien Mahmoud Ahmadinejad correspondent à l'idéologie du « Parti de Dieu » -même si son Secrétaire général, par crainte de protestations internationales, n'y a pas fait allusion dans son discours lors de la Journée Al Qods. Nasrallah n'a cependant pas hésité à rencontrer Ahmadinejad à Damas en janvier 2006, lors de la première visite à l'étranger de ce dernier.

Les provocations des « champions toutes catégories des théories négationnistes »⁵⁶, le quotidien libanais L'Orient-Le Jour décrit ainsi Ahmadinejad, sont accueillies avec scepticisme par de nombreux Libanais, tout comme les démonstrations de force lors de la Journée Al Qods. Être opposé à Israël est une attitude qui continue à aller de soi au sein de la population libanaise. L'antisémitisme est rarement critiqué par les médias libanais. Néanmoins, de plus en plus de voix s'élèvent pour demander des relations pragmatiques avec l'État voisin du sud -avec lequel le Liban se trouve toujours en guerre d'un point de vue juridique. Dans un commentaire sur la Journée Al Qods 2005, Ghassan Tueni, éditeur du plus grand quotidien libanais, Al-Nahar, plaide explicitement pour le stationnement, à la

⁵³ Al-Safir du 29 octobre 2005.

⁵⁴ Al-Hayat du 6 novembre 2005.

⁵⁵ Selon des diplomates occidentaux à Beyrouth, le Hezbollah reçoit tous les ans environ 100 millions de dollars américains de l'Iran (International Crisis Group : Lebanon : Managing the Gathering Storm. Middle East Report N° 48, Décembre 2005, p. 16).

⁵⁶ L'Orient-Le Jour du 20 janvier 2006, sur Ahmadinejad.

frontière avec Israël, de l'armée libanaise d'État—dans une région où la « protection » militaire offerte par le Hezbollah a valu à ce dernier sa renommée, au-delà des confessions et des partis. Le journaliste gréco-orthodoxe remet ainsi en cause de manière indirecte la légitimité du « Parti de Dieu ». Dans son commentaire, il renvoie à la signification religieuse de Jérusalem pour les Chrétiens et souhaite que tous les « partis de Dieu » retrouvent, grâce à l'inspiration divine de la ville, la crainte de Dieu.⁵⁷

Tandis que beaucoup se méfient du Hezbollah et de sa mise en scène lors de la Journée Al Qods au Liban, la force de mobilisation du parti est devenu une référence de motivation dans d'autres endroits de la région. Dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban et en Syrie, la Journée Al Qods de 2005 a été célébrée, tout comme au Bahreïn ou à Damas, où la manifestation était aussi dirigée contre la pression internationale sur la Syrie. Participer à l'organisation de manifestations pour la Journée Al Qods dans le monde entier et en diffuser les images sur la chaîne de télévision Al-Manar font partie du travail mené à l'étranger par le parti. La rhétorique antisémite dirigée contre Israël, ainsi que les activités militantes terroristes du Hezbollah, incarnent dans le monde entier le succès d'une « résistance » exemplaire, incarnée par le combat national et islamiste contre l'État hébreu. Grâce à cet appel annuel à manifester, le parti gagne des sympathisants aux quatre coins de la planète, qui peuvent faire du lobbying en sa faveur contre la pression internationale (renforcée par la résolution 1559 des Nations Unies) visant son désarmement. La « Journée de Jérusalem » est devenue la « Journée du Hezbollah ».

⁵⁷ Al-Nahar du 28 octobre 2005.

En Turquie

Deniz Yücel

L'existence d'Israël n'est certainement pas le plus gros soucis de la Turquie. À la différence des autres pays musulmans, on n'y impute pas la moindre injustice à l'existence de l'État hébreu et au « sionisme ». Cette situation trouve son explication avant tout dans les relations de la Turquie avec les pays arabes, plutôt que dans celles avec Israël. En effet, depuis la révolution kémaliste dans les années 20, le pays a adopté l'Occident comme modèle et la Turquie moderne est née de sa démarcation avec le monde arabe.

Non pas que le conflit israélo-palestinien n'intéresse personne en Turquie, ou que les Turcs ne témoignent pas leur sympathie envers les Palestiniens. Mais ce thème ne mobilise pas régulièrement les foules et ne rassemble pas non plus toutes les forces politiques.

Ceci ne doit pas nous amener à conclure qu'il n'existe pas d'antisémitisme en Turquie. Durant les premiers temps de la République, on soupçonnait les Juifs turcs, tout comme les autres minorités ethniques ou religieuses, de manquer de loyauté envers l'état. Dans les années 30 et 40, l'impôt de capitation frappant les non-Musulmans, ajouté à quelques pogroms isolés, ont poussé une grande partie des Juifs turcs à émigrer en Palestine. Dans le discours antisémite turc, l'État d'Israël a endossé le rôle jadis dévolu au complot « juif mondial », et au-delà des cercles islamistes et de l'extrême droite nationaliste, la lutte contre « le sionisme » fait également partie du programme de la gauche turque. Cette évolution ressemble davantage à celle des pays européens qu'à celle des pays arabes. La variante spécifique turque de l'antisémitisme – une paranoïa où des Juifs convertis, déguisés en Musulmans, dirigeraient l'état et la société – n'a en revanche rien à voir avec Israël. Même pour l'Islam politique, qui a commencé à s'organiser à la fin des années 60 avec le mouvement Milli Görüş de Necmettin Erbakan (qui a plus tard donné naissance au « Parti de la Prospérité »), la question d'Israël arrivait toujours après d'autres thèmes – autrefois la lutte contre le communisme, et plus tard, l'interdiction du voile dans les institutions publiques.

Tout ceci explique pourquoi la Journée Al Qods trouve peu d'écho en Turquie et auprès de la communauté turque des pays européens. Une fois seulement, la Journée a provoqué de vives réactions en Turquie, lorsque le maire de la petite ville de Sincan dans la province d'Ankara, Bekir Yıldız, du parti d'Erbakan,

« Parti de la Prospérité », organisa le 31 janvier 1997 une « Nuit de Jérusalem ». Devant environ 500 invités, il fit l'éloge du voile islamique, considéré comme l'« étendard de l'honneur », pendant que l'ambassadeur iranien à Ankara, Muhammed Riza Bagheri, appelait à la lutte contre Israël et les États-Unis et encourageait l'introduction de la charia en Turquie. Au final, une pièce de théâtre fut jouée, dont le contenu décrivait l'oppression des Palestiniens.

Cette manifestation devait signifier la fin du gouvernement Erbakan, alors Premier ministre. Celui-ci avait réussi une percée en juin 1996 grâce à la coalition entre son « Parti de la Prospérité » et le « Parti du Droit Chemin » de Tansu Çiller, et était à la recherche d'une nouvelle orientation en matière de politique extérieure. Ses premiers voyages à l'étranger l'avaient conduit dans des pays islamiques, dont l'Iran. Les militaires turcs, qui se considèrent comme les gardiens du kémalisme, étaient à l'affût d'une occasion comme celle de Sincan pour déchoir le détesté Erbakan. Le matin du 4 février 1997, des chars entraient à Sincan, confirmant de manière évidente la menace de putsch militaire.

Ce ne furent pas les appels à la destruction d'Israël qui offusquèrent la population turque, mais plutôt la pièce de théâtre, interprétée comme une invitation à la révolte. La présence de l'ambassadeur iranien, ainsi que les drapeaux du Hezbollah et du Hamas qui décoraient la salle de spectacle, contribuèrent aussi à l'irritation de la population. On crut y reconnaître la preuve ultime que le gouvernement d'Erbakan était dirigé depuis l'étranger. L'armée le contraignit rapidement à la démission et son parti fut finalement interdit. (Le thème du putsch militaire déclenché par une pièce de théâtre a été entre autre repris dans le roman, *Neige*, d'Orhan Pamuk. Dans ce roman, il s'agit toutefois d'une pièce de théâtre kémaliste).

La deuxième génération de fonctionnaires de Milli Görüş, autour de Recep Tayyip Erdoğan (Premier ministre actuel), a tiré la leçon des événements de février 1997. Elle suit une politique modérée et encourage un rapprochement avec l'Union européenne, dont elle espère qu'elle limitera l'influence des militaires. Après sa séparation d'avec le courant d'Erbakan, le nouveau parti de Erdoğan, le « Parti pour la Justice et le Développement » (AKP), a gagné les élections parlementaires fin 2002. Ses premiers voyages à l'étranger ont conduit Erdo an vers des pays d'Europe de l'Ouest.

En ce qui concerne la Journée Al Qods, durant les années suivant les événements de Sincan, ce sont des cercles agissant en dehors de Milli Görüş qui ont servi d'organisateur, en particulier des personnes liées aux revues *Kudüs* (« Jérusalem »), *Haksöz* (« Le mot de Dieu » ou « Le mot du droit »), et au site Internet *kudusyolu.com*. Ces revues et ce site servent de forums, indépendants de toute organisation, pour des auteurs radicaux islamistes, antisémites et anti-américains. Parmi les objectifs de *Kudüs* et *Haksöz*, on peut

citer leurs efforts pour unifier les Musulmans dans la lutte contre Israël et les États-Unis, ainsi que le dépassement des traditionnels clivages entre sunnites et chiïtes.

Une des plus éminentes figures appartenant à ce cercle est Ahmet Varol, journaliste au journal islamiste *Vakit*, interdit début 2005 en Allemagne. Selahaddin Eş Çakırgı, en même temps rédacteur en chef de *Haksöz*, y écrit aussi. Une autre figure notable est Nureddin Şirin, condamné à une longue peine de prison en raison de son rôle dans les événements de Sincan en 1997 et de son appartenance à la branche turque du Hezbollah. Burhan Kavuncun fait aussi partie de ce cercle. Tout comme un grand nombre de cadres de l'organisation d'extrême droite « Les Loups Gris », il a renoncé au nationalisme ethno-turc dans les années 80. Alors que la plupart d'entre eux ont adopté un programme de « synthèse turco-islamiste », un petit groupe de coreligionnaires est même allé plus loin. Ceux-ci se reconnaissent comme les adeptes anti-nationalistes d'un Islam politique universel, avec la République islamique d'Iran comme modèle. Mais le personnage le plus charismatique reste Hakan Albayrak, un jeune écrivain et journaliste, auparavant intellectuel de gauche rebelle, qui, influencé par la guerre en Bosnie, s'est tourné vers l'Islam politique. Au final, on peut citer encore Yalçın Içyer (alias « Cumali Hoca »), qui vit en Allemagne et est l'imam du « Verein für kulturelle Dienste am Menschen » (Centre pour les Services culturels aux Hommes) de la ville de Essen.

C'est en Allemagne que conduit le portail Internet *haksoz.net*, dont le propriétaire du domaine est enregistré à Duisburg. Alors que *kudusolu.com* ne publie que ses propres auteurs, *haksoz.net* se présente comme un portail sans appartenance politique, publiant aussi des textes d'auteurs de gauche et d'extrême gauche, turcs et étrangers.

La force de mobilisation de ce cercle est cependant assez faible. Ainsi, seulement quelques centaines de personnes ont participé en octobre 2005 aux manifestations de la Journée Al Qods à Istanbul et dans la ville kurde de Batman. Hormis la presse militante islamiste, les médias turcs n'y ont pas du tout fait allusion. La manifestation à Istanbul, où Kavuncun, Varol et Şirin y ont notamment pris la parole, a été organisée par l'association « Aksader » (Al-Aqsa pour l'aide, la solidarité, l'éducation et la culture). La manifestation à Batman a été organisée par l'association « Özgür-Der » (Pour le droit à la libre pensée et à l'éducation). Les deux associations font partie de l'environnement de *Haksöz*.

Les organisateurs ont évité de mentionner tout indice indiquant l'origine iranienne de la Journée Al Qods. Depuis les événements de Sincan, les islamistes turcs savent en effet qu'un lien entre la Journée Al Qods et l'Iran peut se révéler dangereux. Ce qui n'empêche pas de penser que les cercles autour de *Haksöz*, *Kudüs* et *Vakit* sont dirigés depuis l'Iran – au contraire de la branche turque du Hezbollah qui a été fondée dans les années 80 par l'Iran,

mais a ensuite été infiltrée par les services secrets turcs. A la fin des années 90 (selon certains, après avoir rempli sa fonction dans la lutte contre le PKK), celle-ci a été démantelée, comme d'autres organisations militantes islamistes. Ce qui, à la vérité, n'empêcha pas certains éléments issus de ces groupes d'organiser avec Al-Qaïda les attentats de novembre 2003 à Istanbul.

En ce qui concerne les islamistes turcs d'Allemagne, les éléments engagés dans la Journée Al Qods suivent avant tout une stratégie islamiste anti-impérialiste et cherchent de ce fait à s'allier avec des gens de gauche ouvertement anti-américains. Ainsi, d'après le quotidien islamiste modéré *Yeni Şafak*, le journaliste de *Vakit*, Selahaddin Eş Çakırgı, cité plus haut, est apparu comme orateur lors de la manifestation pour la Journée Al Qods à Cologne en octobre 2005, aux côtés de Wilhelm Langhalter, le porte-parole de l'organisation viennoise d'ultra-gauche « Antiimperialistische Koordination » (Coordination anti-impérialiste). En outre, l'association de Duisburg, « Organisation für die Würde und Rechte des Menschen » (Organisation pour la Dignité et les Droits de l'Homme), qui appartient à la frange radicale de Milli Görüş, et le portail Internet multilingue *mizan.de*, proche de *Haksöz*, ont participé à la manifestation.

Au cours des dernières années, les Journées Al Qods allemandes les plus importantes ont eu lieu à Berlin. Les gérants du portail Internet *muslim-markt.de*, les frères Yavuz et Gürhan Özoğuz, y jouent un rôle important. Ce portail Internet est l'exemple parfait d'un islamisme d'origine européenne, établi indépendamment des organisations islamistes des pays d'origine. De nombreux articles sont publiés en allemand sur *muslim-markt.de* et des services islamiques de toute sorte y sont proposés. On trouve même une bourse aux mariages et des formulaires pour parents souhaitant dispenser leurs filles de cours de natation. « Nous sommes des islamistes fondamentalistes » est le titre d'un livre que les deux frères Özoğuz ont publié. Ajoutons à ceci qu'ils sont des islamistes allemands, et en tant que tels, faire campagne contre Israël leur sert de moyen d'agitation politique.

D'un autre côté, les manifestations pour la Journée Al Qods ont néanmoins contribué, au sein de la population migrante turque en Allemagne, à initier un débat tardif sur le problème de l'antisémitisme. A l'occasion des manifestations berlinoises pour la Journée Al Qods, mais aussi suite aux attentats contre les synagogues d'Istanbul, des représentants d'organisations turques, ainsi que d'autres personnes, se sont exprimés contre l'antisémitisme au sein de la société turque. Toutefois, comme en témoigne l'énorme succès du film « La Vallée des Loups », il reste encore beaucoup à faire.

A Berlin

Claudia Dantschke et Udo Wolter

Conformément aux objectifs de l'Ayatollah Khomeiny, des activités pour la Journée Al Qods ont aussi lieu depuis les années 80 en Allemagne. On sait peu de choses sur les débuts de ces manifestations, hormis le fait qu'elles ont dès le départ été organisées par des personnes appartenant à la mouvance du Hezbollah chiïte. La principale manifestation allemande pour la Journée Al Qods s'est tenue à Bonn jusqu'en 1995, et a lieu depuis 1996 à Berlin.⁵⁸

Le Islamisches Zentrum Hamburg - IZH (Centre Islamique de Hambourg) a joué dès le début un rôle important dans l'organisation des manifestations berlinoises pour la Journée Al Qods. C'est ici que s'articulent les liens entre les branches locales du Hezbollah et les Ayatollahs iraniens. Selon le Verfassungsschutz [l'équivalent approximatif des Renseignements Généraux en France] de Hambourg, le IZH et la mosquée Imam-Ali, qui y est rattachée, sont dirigés et financés par le gouvernement iranien. Le directeur du centre est nommé directement par le chef religieux Khamenei.⁵⁹ Une enquête de l'Institut pour les études ethniques de l'Université de Hambourg, bien qu'extrêmement bienveillante à l'égard du IZH, rapporte cependant que « cette institution est crainte comme étant le « bras étendu » de la République iranienne par les personnes et les groupes appartenant aux cercles libéraux et de gauche »⁶⁰ au sein de la population iranienne de Hambourg.

La signification de ces liens apparaît clairement à travers le verdict rendu par le tribunal de première instance berlinois dans le procès dit « de Mykonos ». Il en ressort que Kazem Darabi, instigateur de l'attentat meurtrier perpétré contre quatre exilés politiques kurdo-iraniens à Berlin en 1992, fréquentait le IZH. Selon le Bundesverfassungsschutz [agence fédérale allemande de renseignement], ce fonctionnaire du Hezbollah et agent du régime iranien avait organisé au début des années 90 les manifestations de la Journée Al Qods, qui se tenaient alors à Bonn. En tant que l'une des têtes pensantes principales de

l'Union des étudiants islamiques d'Europe (U.I.S.A.), fidèle au régime iranien, il jouait un rôle de liaison important entre le Hezbollah en Allemagne et la République islamique d'Iran.⁶¹

Pendant la manifestation lors de la Journée Al Qods de 1998 à Berlin, des tracts de l'U.I.S.A. ont été distribués aux passants, ainsi qu'à la presse depuis des voitures équipées de haut-parleurs. L'U.I.S.A. semble ensuite s'être retirée de ce type d'activités publiques.

Depuis quelques années, le IZH s'efforce de plus en plus de donner une image modérée, prônant la tolérance réciproque entre les religions et le « dialogue des cultures ». Sur la page rédigée en allemand de son site Internet, toutes les traces concernant les activités pour la Journée Al Qods ont été effacées. Au lieu de cela, le IZH participe à la manifestation annuelle appelée « Journées portes ouvertes dans les mosquées » qui a lieu dans toute l'Allemagne, et est devenu à Hambourg, un centre de dialogue interreligieux reconnu de tous. Même de hauts représentants de l'église protestante régionale et de la communauté juive de Hambourg y ont déjà fait des apparitions.⁶² Après les attaques terroristes de Londres et de Charm el-cheikh au mois de juillet 2005, l'actuel directeur et imam du IZH, l'Ayatollah Ghaemmaghami, a rendu public un avis juridique (fatwa), dans lequel « il (fait) savoir de manière claire et précise que dans le droit islamique (charia), toute forme de terrorisme ainsi que le meurtre de personnes innocentes doivent être bannis ».⁶³

Malgré tout, le IZH demeure lié jusqu'à ce jour aux niveaux conceptuels et organisationnels aux organisateurs de la Journée Al Qods. Le cortège de la manifestation n'est certes plus mené par la direction du IZH, mais selon les informations du département de l'Intérieur du Sénat de Hambourg, celui-ci a organisé un service de car en 2005 pour que ses membres puissent se rendre à la manifestation de la Journée Al Qods à Berlin.⁶⁴ Le département de l'intérieur du Sénat berlinois a de plus confirmé un lien étroit existant entre le IZH et les organisateurs de la manifestation. « Une des deux personnes ayant déclaré la manifestation de l'année précédente [2003] est membre du comité directeur de l'association berlinoise « *Islamische Gemeinde der Iraner in Berlin-Brandenburg e.V.* » (Communauté islamique des Iraniens de Berlin-Brandebourg). Entre cette association, créée le 20 mai 2003, et le IZH, existent des liens étroits, qui découlent des statuts de l'association. Le

⁵⁸ Concernant les manifestations pour la Journée Al Qods à Berlin depuis 1999, voir la documentation en images sur le site Internet des organisateurs : www.islamischer-weg.de/demos/qudstag.htm.

⁵⁹ Voir : Landesamt für Verfassungsschutz: Führungswechsel im « Islamischen Zentrum Hamburg », 20 janvier 2004, http://fhh.hamburg.de/stadt/Aktuell/behoerden/inneres/landesamt-fuer-verfassungsschutz/archiv/archiv-2004/f_C3_BChrungswchsel-izh-artikel.html.

⁶⁰ Voir : Karin Hesse-Lehman, Die Imam-Ali-Moschee an der Hamburger Aussenalster. Ihr Einfluss auf das interkulturelle Zusammenleben. Ein Forschungsbericht, www.uni-hamburg.de/Wiss/FB/09/Volkskul/Texte/2002-22/moschee.html.

⁶¹ Voir : Archiv für Forschung und Dokumentation Iran-Berlin e.V., Verein iranischer Flüchtlinge e.V. (Hg.), Mykonos-Urteil in der Strafsache gegen Amin und andere wegen Mordes und Beihilfe zum Mord, Berlin, 1998, p. 207f.

⁶² Parmi les autres intervenants connus des dernières années, se trouvent entre autres le professeur Udo Steinbach, Directeur du Deutsches Orientinstitut (Institut Allemand de l'Orient), la théologues protestante Dorothee Sölle, l'écrivain Luise Rinser, la théologues juive Pinchas Lapide, la politicienne Petra Kelly et le maire de Brême Henning Scherf.

⁶³ Voir : www.presseportal.de/story.htx?nr=706370&firmid=58953.

⁶⁴ Voir : Bürgerschaft der freien und Hansestadt Hamburg, Drucksache 18 / 3074 : Schriftliche kleine Anfrage der Abgeordneten Nehabat Güçlü, Antje Möller und Dr. Till Steffen (GAL) vom 26.10.2005 und Antwort des Senats.

IZH est de plus propriétaire du terrain où se trouve le siège de l'association. Selon les informations du département des Affaires intérieures de Berlin, la manifestation pour la Journée Al Qods du 29 octobre 2005 a été déclarée par le même groupe de personnes.⁶⁵ Dans la version farsi de son site Internet, le IZH indique lui-même ses liens avec l'association basée dans le quartier de Tempelhof, à Berlin, *Islamische Gemeinde der Iraner in Berlin-Brandenburg e.V.* (Communauté islamique des Iraniens de Berlin-Brandebourg).⁶⁶

La bonne assise du IZH et son influence, au-delà des institutions berlinoises chiites arabes, turques et iraniennes découle de ses liens avec l'*Assemblée mondiale Ahl-ul-Bayt*, organisation basée en Iran.⁶⁷ Selon son site Internet, l'objectif de l'*Assemblée mondiale Ahl-ul-Bayt*, organisation non-gouvernementale iranienne active dans le monde entier et directement contrôlée par l'Ayatollah Khamenei⁶⁸, est le développement et la promotion des conditions culturelles, économiques et sociales de la « maison du prophète » (en arabe : « Ahl-ut-Bayt »⁶⁹) ainsi que « la réunification des nations islamiques en vue de résister à différents complots et actions des puissances globales de l'arrogance mondiale ». ⁷⁰ Selon l'opinion d'experts et celui du *Verfassungsschutz*, cette organisation représente plutôt un réseau religieux, disséminant l'idéologie islamiste khomeyniste. Le centre allemand de l'*Assemblée mondiale Ahl-ul-Bayt* n'est autre que le IZH, selon leurs propres informations.⁷¹

Depuis des années, les frères Gürhan et Yavuz Özoğuz, qui vivent à Delmenhorst, jouent un rôle important de passerelle entre, d'une part, le IZH, les différentes communautés chiites et les branches du Hezbollah, et de l'autre, des partisans, musulmans et non-musulmans, du message antisémite de la Journée Al Qods. Les deux frères font régulièrement la une des journaux comme partisans déclarés du chef spirituel de la dictature islamique iranienne, l'Ayatollah Khamenei, et de l'organisation terroriste libanaise du Hezbollah.⁷² A travers leurs portails Internet *islamischer-weg.de*, *islam-pure.de* et en particulier *muslim-markt.de*, ils appellent non seulement à participer à la Journée Al Qods, mais fournissent aussi l'outillage idéologique correspondant, dont de nombreuses publications de l'Ayatollah Khomeiny, de son successeur Khamenei ainsi que d'autres figures de proue de la « révolution islamique ». Sur leur site Internet *muslim-markt.de*, deux rubriques sont consacrées à l'activisme permanent contre l'existence d'Israël : « Boykott

Israël » (Boycott d'Israël) et « Palästina Spezial » (Spécial Palestine). On peut y trouver des slogans à télécharger, préparés pour des manifestations et rédigés en contrepèteries : « Ist die Welt blind und taub? Israel heisst Mord und Raub! » (Le monde est-il aveugle et sourd ? Israël signifie meurtre et vol !), « Ist die Welt taub und stumm? Israel bringt Kinder um! » (Le monde est-il sourd et muet ? Israël tue des enfants !) et autres slogans.

Depuis des années, les frères Özo uz se rendent à la manifestation de Berlin avec leur association, « Islamischer Weg e.V. Delmenhorst » (Le Chemin Islamique Delmenhorst) et soutiennent les « frères et sœurs » au niveau organisationnel et pour la présentation publique des mots d'ordre et déclarations prévus.

La manifestation de la Journée Al Qods de décembre 2000, au cours de laquelle plus de 2000 participants⁷³ ont réclamé sur le Kurfürstendamm (grande avenue équivalant aux Champs Élysées), dans le quartier berlinois de Charlottenburg, « la libération de la Palestine et de la ville sainte de Jérusalem », a prouvé que les efforts des frères Özoğuz et de leurs alliés chiites portent leurs fruits auprès des islamistes sunnites. Un an plus tard, après le 11 septembre 2001, le cortège de la manifestation a du être dévié vers le quartier de Kreuzberg (un quartier berlinois à forte population musulmane, en particulier turque), et les organisateurs s'efforçaient visiblement de faire disparaître immédiatement tout drapeau du Hezbollah. Fin novembre 2002, les activistes, sûrs d'eux, sont retournés sur le Kurfürstendamm avec leurs anciens slogans (« Mort à Israël », « Mort aux États-Unis »). L'allocution de la manifestation finale fut tenue cette fois par le correspondant berlinois de la télévision iranienne IRIB.

Depuis 2003, on s'affiche de manière plus modérée. La raison de ce changement est l'amorce, depuis la même année, d'une campagne de protestation, attirant l'attention critique des médias. Les sévères restrictions imposées par les autorités berlinoises y ont aussi contribué. Ainsi, lors de la manifestation de la Journée Al Qods de 2005, il était explicitement interdit aux participants d'utiliser des pancartes ou des slogans faisant référence aux tirades antisémites du nouveau Président iranien Mahmoud Ahmadinejad.

Le manque de confiance des organisateurs de la manifestation pour la Journée Al Qods, dans la capacité et la disposition de leur clientèle à faire preuve de modération, les conduit à imposer au cortège une marche silencieuse dès le

⁶⁵ Voir : Abgeordnetenhaus Berlin, Drucksache 15 / 11 864 : Kleine Anfrage des Abgeordneten Özcan Mutlu (Bündnis 90/Die Grünen) vom 17. September 2004 und Antwort. Pour voir la continuité des personnes ayant déclaré la manifestation jusqu'à 2005, voir : Drucksache 15 / 12 872 : Kleine Anfrage des Abgeordneten Özcan Mutlu (Bündnis 90/Die Grünen) vom 6. Oktober 2005 und Antwort.

⁶⁶ Voir : www.izhamburg.com/user/farsi/viewcenter.asp?id=133, vu le 5 février 2006 ; voir aussi : www.ikib.net.

⁶⁷ Voir : www.ahl-ul-bait.org/english/ABOUT-US/index.htm.

⁶⁸ Voir : www.iranexpert.com/2003/jiraqishiite18march.htm.

⁶⁹ Voir : Ahl-ut-Bayt: La maison du Prophète, signifiant ici les partisans d'Ali (Shiat'Ali).

⁷⁰ Voir : www.ahl-ul-bait.org/english/ABOUT-US/index.htm.

⁷¹ Voir : www.ahl-ul-bait.org/english/english.htm : « Institutes Et Centers » »Europe »Germany » Islamic Centre Hamburg ».

⁷² Voir : Yassin Musharbash, « Mit zwei Klicks per Internet direkt zur Hisbullah », Tageszeitung, 17 août 2002.

⁷³ D'autres sources observatrices rapportent des chiffres allant jusqu'à 3000.

départ. Un service d'ordre veille attentivement au respect des consignes indiquées par la direction de la manifestation. Le nombre de manifestants était d'environ 1 100 pour l'année 2003 et a chuté à 400 pour l'année 2005. Les chiïtes berlinois fidèles à l'Iran, accompagnés de leur lobbyiste local, le musicien Yakup Kiliç, collaborateur du service culturel de l'ambassade iranienne à Berlin et représentant de la mosquée Imam-Riza du quartier de Neukölln, ont dominé la manifestation.⁷⁴ Le caractère général de la manifestation, au cours de laquelle hommes et femmes sont strictement séparés, n'a cependant pas changé. Les nombreux portraits de Khomeiny, Khamenei et autres dignitaires du régime iranien, portés comme auparavant, en sont aussi la preuve. Le quotidien berlinois Tagesspiegel commentait ainsi à juste titre la manifestation de la manière suivante : « Leur haut-parleur se trouve à Téhéran ; ils manifestent dans le monde entier, à Berlin aussi, pour tous ceux qui crient fanatiquement : Libérez Jérusalem, détruisez Israël ! »⁷⁵

⁷⁴ Lors de l'affaire des caricatures de Mahomet au cours de l'hiver 2006, les islamistes fidèles à l'Iran ont réussi ce à quoi ils avaient échoué lors de la Journée Al Qods de 2005. A l'heure exacte de l'anniversaire de la révolution iranienne, le 11 février 2006, ils ont appelé à manifester devant l'ambassade danoise de Berlin. Sous la direction de Yakup Kiliç et de l'imam de la mosquée Imam-Riza, Sabahattin Türkyilmaz, environ 700 hommes et femmes musulmans de différents courants religieux et politiques ont condamné la « diffamation de l'Islam ».

⁷⁵ Voir : Lorenz Maroldt, « Al-Quds-Tag : Das ist uns nicht gleichgültig », Tagesspiegel, 29 octobre 2005.

A Londres

Mark Gardner

Le *Speakers Corner*, à l'orée du Hyde Park de Londres, symbolise depuis toujours la tradition britannique de la liberté d'expression. Chaque dimanche, une foule déconcertante d'orateurs déclament les diatribes de leur choix, provoquant souvent l'admiration ou la colère des passants et des touristes. Cet endroit paraît donc tout à fait adapté pour être le point de départ de la manifestation annuelle londonienne pour la Journée Al Qods. Celle-ci transforme le cœur de Londres en une véritable scène de théâtre de rue, ressemblant plus à Beyrouth ou à Téhéran qu'aux images des autobus rouges à deux étages, d'achats de Noël ou de policiers londoniens non armés.

Un compte-rendu détaillé sur les manifestations les plus récentes pour la Journée Al Qods est disponible sur le site Internet *Innovative Minds*.⁷⁶ Le milieu et l'idéologie fondamentale des activistes de la Journée Al Qods y sont décrits, on y vante des campagnes islamistes et anti-européennes aux côtés de réclames pour des souvenirs de Khomeiny. Selon certains communiqués de presse, des milliers de personnes ont pris part à la dernière manifestation. Il est cependant fort probable que l'affluence réelle, comme au cours des années précédentes, se situe en dessous du millier de personnes. En 2000, la manifestation avait été soutenue par un éventail de groupes islamistes bien plus large que d'habitude, mais aucune augmentation notable du nombre de participants ne fut à signaler.⁷⁷ En 2004 eut lieu une importante manifestation de protestation de l'*Alliance of Iranian Students in London* (*Alliance des Etudiants Iraniens de Londres*) et des partisans du mouvement de la démocratie iranienne. En 2005, aucune manifestation comparable n'eut lieu.⁷⁸

Comme dans les autres pays, la grande majorité des manifestants semble être issue des communautés chiites iraniennes locales et comprend des gens des deux sexes et de tous âges. Une palette cosmopolite d'intervenants avait néanmoins été promise aux manifestants pour le 30 octobre 2005. Parmi eux, Yvonne Ridley, Azzam Tamimi et le rabbin Aharon Cohen, de la secte *Neturei Karta*.⁷⁹ Ce mélange souligne les alliances entre les différentes tendances islamistes

de Londres, ainsi que le zèle dont fait preuve la secte ultra-orthodoxe anti-sioniste *Neturei Karta* pour partager la scène avec ceux qui veulent détruire Israël.

Yvonne Ridley est une ancienne journaliste londonienne, convertie à l'Islam après avoir été prise en otage en 2001 en Afghanistan, et à présent avocate passionnée de la cause islamiste internationale. Azzam Tamimi est l'ancien porte-parole de la *Muslim Association of Britain* (*Association Musulmane de Grande-Bretagne*), une organisation sunnite proche des Frères Musulmans, qui s'est rendue célèbre par son alliance avec des groupes d'extrême-gauche faisant partie du mouvement britannique contre la guerre en Irak. Tamimi a reconnu conseiller la direction du Hamas et a publiquement loué les attentats suicide de ce dernier.

Le discours du rabbin Cohen lors de la manifestation de la Journée Al Qods de 2005 est disponible en ligne sur le site Internet de *Neturei Karta*, avec comme sous-titre : « Jews united against Zionism » [« Juifs unis contre le Sionisme »]. Cohen clôt son discours de la manière suivante : « Nous souhaitons faire savoir au monde entier et en particulier à nos voisins arabes qu'il n'existe ni haine ni autre sentiment d'hostilité entre Juifs et Arabes. (...) Cette relation vieille de plusieurs siècles a été dérangée par l'arrivée des sionistes et du sionisme. »⁸⁰

Le discours de Cohen est aussi particulièrement mis en évidence dans le rapport publié sur le site Internet de la *Muslim Association of Britain*.⁸¹ On peut y lire : « La foule rassemblée a clairement repris en chœur la différence entre Juifs et sionistes : « Judaism : Here to stay, Zionism : No way ! » (« Judaïsme doit rester, le sionisme doit dégager ! ») Le rejet apparent de l'antisémitisme est la tactique centrale des islamistes britanniques, qui recourent de plus en plus aux médias. Une tactique aussi utilisée par leurs alliés de la gauche révolutionnaire, en particulier ceux qui soutiennent le *Respect Party* de George Galloway⁸². Celle-ci est toutefois à l'opposé de la stratégie antisémite actuellement suivie par les organisateurs des grandes manifestations pour la Journée Al Qods en Iran et au Liban.

Les organisateurs de la Journée Al Qods à Londres se présentent comme le « *Comité pour la Justice en Palestine* ». En réalité, la force directrice de la manifestation est l'*Islamic Human Rights Commission - IHRC* (*Commission Islamique des Droits de l'Homme*) et son Président, Massoud Shadjareh. Actuellement, l'IHRC représente l'aile britannique du réseau international des islamistes fidèles de Khomeiny, qu'on retrouve

⁷⁶ www.inminds.co.uk.

⁷⁷ Les supporters de la manifestation de l'année 2000 se trouvent sur le site suivant : www.ihrc.org.uk/show.php?id=94.

⁷⁸ Concernant la manifestation de protestation de 2004, voir : www.iranvajahan.net/cgi-bin/news.pl?l=en&y=2004&tm=11&td=06&ta=7. Sur le blog Harry's Place, on trouve des observateurs critiques de la démonstration londonienne de 2005, encouragés par la campagne de protestation berlinoise.

⁷⁹ www.inminds.co.uk/quds2005-poster.jpg.

⁸⁰ www.nkusa.org/activities/Demonstrations/2005Oct30London.cfm.

⁸¹ www.mabonline.info/english/modules.php?name=News&file=article&sid=571.

⁸² Député de Londres, chassé du Labour (Parti Travailleiste) en raison de son engagement en faveur de Saddam Hussein, de l'islamisme et de la cause palestinienne radicale.

dans certaines publications comme le magazine de langue anglaise publié à l'origine à Toronto, Crescent International.⁸³ Auparavant, la manifestation était préparée et organisée par l'aile britannique de la *United Iranian Students Association*, un groupe d'étudiants pro-iraniens qui a aujourd'hui cessé presque toute activité en Grande-Bretagne.⁸⁴

L'utilisation habile du vocabulaire occidental des droits de l'homme a permis à l'IHRC de s'imposer comme représentant des intérêts musulmans en matière juridique.⁸⁵ Ceci repose sur une tactique de dissimulation : donner l'impression, en modérant son message et en l'adaptant aux situations locales, de promouvoir la cause de l'Islam.

Le nom même de l'IHRC livre néanmoins les objectifs réels de l'organisation : celle-ci se nomme *Islamic Human Rights Commission (Commission Islamique des Droits de l'Homme)* car elle lutte davantage pour le droit islamique que pour les droits de l'Homme, tels que ceux-ci sont définis par les Nations Unies. L'IHRC a confirmé ce point de vue en 2000 dans sa newsletter: « Les droits de l'Homme sont le nouveau critère à partir duquel l'Occident se définit lui-même comme civilisé et qualifie tout le reste de barbare. (...) Dans toute l'histoire de l'Occident, son adversaire est resté le même : l'Islam et l'universalité islamique. » Plus loin, il explique que la conception occidentale de droits de l'Homme universels, imaginée par « un leader sioniste », représente le contraire de l'idée des droits de l'Homme dans l'Islam.⁸⁶

Le véritable objectif politique de la Journée Al Qods n'a pas empêché une poignée de militants d'extrême-gauche et d'extrême droite de participer à la manifestation, mais cela est demeuré un phénomène marginal.⁸⁷

Une étude de la rhétorique de la Journée Al Qods, ajoutée à une analyse des liens personnels, idéologiques et structurels entre les organisateurs, permet d'obtenir un aperçu intéressant d'une grande partie du milieu djihadiste britannique, et en particulier de sa volonté à travailler ensemble, au-delà des différences idéologiques et confessionnelles.

L'IHRC a été créée à partir du *Muslim Parliament (Parlement Musulman)*, qui fut un essai réussi de courte durée du *Muslim-Institut (Institut Musulman)* pro-khomyiniste, pour s'établir en tant que chef des Musulmans britanniques. L'ancien directeur de l'institut et du *Muslim Parliament*, Kalim Siddiqui, est devenu célèbre comme celui ayant conseillé

à l'Ayatollah Khomeiny de délivrer une fatwa à l'encontre de l'écrivain britannique Salman Rushdie. Depuis la mort de Kalim Siddiqui en 1996, le *Muslim Parliament* est dirigé par Ghayasuddin Siddiqui (sans lien de parenté avec le précédent). Après les attentats du 11 septembre 2001, et une fois de plus après ceux du 7 juillet 2005 à Londres, Ghayasuddin Siddiqui a pris ses distances d'avec ses propres déclarations antérieures, considérées dangereuses et facteur de division. En 1997, Siddiqui avait déjà retiré son poste de Président de la *Commission des Droits de l'Homme du Muslim Parliament* à Shadjareh, invoquant sa « négligence et mauvaise gestion ». C'est ce qui a conduit Shadjareh à fonder l'IHRC, au sein de laquelle il poursuit publiquement plusieurs de ses anciennes activités.⁸⁸

Eu égard à son image d'organisation de défense des droits de l'Homme, il n'est pas étonnant que l'IHRC s'attaque aux lois anti-terrorisme des États-Unis et du Royaume-Uni. Sa lutte contre ces lois repose cependant sur la conviction que la Grande-Bretagne et les États-Unis représentent des cibles légitimes du terrorisme et que les attaques visant ces deux pays ne doivent pas toutes être considérées automatiquement comme illégales. Dans un essai publié par l'IHRC et intitulé « Légiférer contre la terreur ou casser la dissidence ? », le journaliste musulman et conseiller de l'IHRC, Faisal Bodi, explique que de tels attentats permettent seulement de mettre en oeuvre « le droit à l'autodétermination et l'autodéfense » contre « l'hégémonie occidentale ».⁸⁹

La conviction de la légitimité du terrorisme islamiste est le fondement des campagnes de l'IHRC pour la libération de ceux qu'on appelle les « prisonniers de la foi » (« Prisoners of Faith »), emprisonnés ou condamnés dans les prisons du monde entier. Le plus connu d'entre eux est le cheikh Omar Abdel Rahman, emprisonné à New York, qui projetait une série d'attaques terroristes sur tout le territoire des États-Unis. Il est étroitement lié au groupe responsable de la première attaque à la bombe contre le World Trade Center en 1993. Le cas le plus récent de défense d'un djihadiste par Shadjareh est celui du tristement célèbre Abu Hamza al Masri, condamné en février 2006 par un tribunal londonien à sept ans de prison pour incitation au meurtre.

L'appel à la destruction d'Israël du Président iranien Ahmadinejad a été critiqué par le ministre britannique des Affaires étrangères, Jack Straw, et a conduit 250 « amis d'Israël » juifs et chrétiens à manifester devant l'ambassade

⁸³ www.islamicthought.org/icit-crescent.html et www.muslimmedia.com/mainpage.htm.

⁸⁴ www.uisaeurope.com/isauk/isauk.htm. Voir aussi l'article de cette brochure sur la manifestation Al Qods à Berlin.

⁸⁵ Informations sur les campagnes comme la remise par l'IHRC du prix annuel de l'islamophobie « Islamophobia Award » sur : www.ihr.org/.

⁸⁶ Massoud Shadjareh : Human Rights, Justice & Muslims in the Modern World, 7. May 2000, www.ihr.org.uk/show.php?id=10.

⁸⁷ En mai 1988, deux dirigeants britanniques d'extrême droite ont été photographiés lors de la manifestation. Il s'agissait de membres du groupuscule « Political Soldiers » (Soldats Politiques), une scission du National Front. Sur le site Internet Innovative Minds, on peut voir aussi des activistes du groupe « Fight Racism, Fight Imperialism » participer à une manifestation plus ancienne.

⁸⁸ Pour s'informer sur l'histoire du Muslim Institut jusqu'en 1998, son successeur l'Institute of Contemporary Islamic Thought et ses différences avec le Muslim Parliament de Ghayasuddin Siddiqui, voir : www.islamicthought.org/mi-intro.html et www.muslimparliament.org.uk/history.htm.

⁸⁹ Faisal Bodi: Legislating Against Terror or Breaking Dissent? National Anti-Terrorism Laws 1998 – 2001, August 2001, www.ihr.org.uk/file/01durbanTerrorism.pdf.

iranienne. Lors de la manifestation de la Journée Al Qods, Shadjreh critiqua la réaction de Straw et affirma qu'Israël aurait détruit 400 villages palestiniens sans que le Royaume-Uni ne manifeste aucun signe de protestation.

L'IHRC n'incarne pas elle-même un négationnisme assumé comme celui d'Ahmadinejad, qui a provoqué une grande inquiétude quant à son extrémisme. Elle utilise cependant la Shoah presque comme une arme grâce à laquelle Israël doit être combattu.

En janvier 2001, l'organisation a critiqué le premier jour de commémoration de la Shoah au Royaume-Uni (Holocaust Memorial Day), justifiant cette critique par le fait que ce jour ne commémore pas « l'Holocauste israélien sur les Palestiniens ».⁹⁰

Dans sa prise de position sur la publication des caricatures de Mahomet, qui avait conduit au début de l'année 2006 à des révoltes et des morts dans le monde musulman, Shadjreh fit fortement référence à la Shoah. Selon lui, la reproduction des caricatures allait au-delà de ce qui avait été fait aux Juifs dans les années 30 et représentait un signe avant-coureur de « violence systématique » à l'encontre des Musulmans.⁹¹

Ceci résume les craintes latentes des participants londoniens à la manifestation de la Journée Al Qods en 2005. Leur haine se dirige naturellement ouvertement contre les sionistes, Israël et les États-Unis, toutefois, d'importants efforts ont été faits lors de la manifestation, pour affirmer que tous les Juifs ne sont pas des sionistes, et que les deux termes ne doivent pas être confondus. La propagande de la manifestation et l'idéologie de ses participants restent cependant influencées par les théories conspirationnistes, qui relèvent beaucoup plus du tristement célèbre faux antisémite « Les Protocoles des Sages de Sion », que du sionisme comme il est compris et appliqué par pratiquement tous les Juifs –à l'exception des adeptes de *Neturei Karta*.

⁹⁰ Communiqué de presse de l'IHRC du 25 janvier 2001 : « Holocaust Victims Forgotten – United Kingdom remembers one holocaust, ignores the rest », www.ihrc.org.uk/show.php?id=84.

⁹¹ Shadjreh a été cité sur le thème des caricatures de Mahomet dans le numéro du 5 janvier 2006 du journal Scotsman. On le trouve ici : news.scotsman.com/international.cfm?id=183562006.

Aux États-Unis

Yehudit Barsky

Aux États-Unis, les adeptes de l'idéologie de l'Ayatollah Khomeiny et de la République islamique iranienne participent à la Journée internationale Al Qods (Jérusalem), depuis sa proclamation en 1979. Ces manifestations, auxquelles le régime iranien invite les communautés chiites aux États-Unis et dans le monde entier, à participer, servent de tentative d'exportation de la révolution iranienne.

Depuis le début des années 80, partout aux États-Unis, des mosquées et des institutions islamiques sont financées par la *Fondation Mostazafan* (entre-temps rebaptisée Fondation Alavi), qui a son siège à New York et est contrôlée par le gouvernement iranien. D'après les déclarations d'Oliver Revells, ancien chef de service du FBI pour la lutte contre le terrorisme, l'administration américaine pense que cette fondation est intimement liée avec les gardiens de la révolution islamique en Iran⁹², qui sont tenus pour responsables de la création du Hezbollah au Liban. Quelques mosquées, qui ont reçu de l'argent de la fondation, ont publiquement reconnu leur soutien à Khomeiny et au régime iranien, et sont apparues en tant que co-organisatrices des manifestations de la Journée Al Qods.

Aux États-Unis, la Journée Al Qods est depuis longtemps organisée par la *Muslim Students' Association - Persian Speaking Group - MSA-PSG (Association des étudiants Musulmans - Groupe de langue perse)*, aussi appelée *Anjoman Islami*. En 1999, le directeur du FBI de l'époque, Louis Freeh, expliquait, devant une commission du Sénat, qu'*Anjoman Islami* était composée d'étudiants à la disposition du régime de Téhéran pour la réalisation de ses objectifs :

« Il existe un nombre important d'étudiants iraniens qui fréquentent les universités et les instituts techniques des États-Unis. Un nombre non négligeable d'entre eux appartient au noyau dur de l'organisation estudiantine *Anjoman Islami*, qui est composée presque exclusivement de chiites iraniens fanatiques et anti-américains. Le gouvernement iranien a énormément besoin de ces étudiants pour collecter du renseignement de base et donner une expertise technique. *Anjoman Islami* est aussi

une base de ressources non négligeable que le gouvernement iranien peut utiliser pour mener des opérations contre les États-Unis quand il le souhaite. »⁹³

À la fin des années 80 et au cours des années 90, c'est ce groupe qui a coordonné les manifestations qui avaient lieu lors de la « Journée internationale Al Qods sur tout le territoire des États-Unis, suivant le souhait de l'Ayatollah Khomeiny. »

Au cours des deux dernières décennies, le MSA-PSG a propagé ouvertement la « révolution islamique mondiale ». Ainsi, en 1989, le tract « Manifestations pour la Journée internationale Al Qods » se terminait par une profession de foi en faveur de la violence, justifiée comme étant des « mesures militaires » contre « les occupants sionistes », c'est-à-dire contre Israël : « Nous approuvons et encourageons les initiatives militaires et politiques de l'Islam, qui se dirigent contre les occupants sionistes ».⁹⁴

Le tract était illustré par une image de la mosquée al-Aqsa à Jérusalem avec en fond, une carte de la « Palestine » décorée de fil barbelé et de barreaux de prison en forme d'étoile de David à six branches. Les branches de l'étoile, devant elles-mêmes symboliser Israël, étaient cassées, et du sang s'en écoulait.

Lors des manifestations de 1989, diverses fractions de la communauté musulmane sont apparues comme organisatrices : le *Council for Muslim Unity* (Conseil pour l'Unité Musulmane), le MSA-PSG, la cellule de Détroit de l'*United Muslim Women Association Muslim Group* (Groupe Musulman de l'Association Unifiée des Femmes Musulmanes), la *Tawheed Association*, l'*Islamic International Development Association* (Association du Développement international Islamique), l'*United Michigan Muslim Association* (l'Association des Musulmans Unifiés du Michigan), l'*Azari Students Association* et la *Islamic Cultural Society - ISFS* (Société Culturelle Islamique).

Comme de nombreuses autres organisations radicales islamistes, le MSA-PSG a aussi commencé dans les années 90 à mobiliser ses adeptes à l'aide de l'outil Internet. Des appels à prendre part à des manifestations ayant lieu dans tout le territoire nord-américain, étaient désormais publiés sur le site Internet de MSA-PSG.⁹⁵

En 1998, la Journée internationale Al Qods eut lieu à Washington, Dearborn (Michigan), Seattle (État de Washington) et à Toronto et Montréal au Canada. Sur le tract, distribué dans

⁹² U.S. keeps close tabs on Muslim cleric, Washington Post, January 1, 2003, www.hvk.org/articles/0103/51.html.

⁹³ Prepared Statement of Louis J. Freeh, Director Federal Bureau of Investigation, before the Senate Appropriations Committee on Commerce, Justice, State and the Judiciary Subcommittee, February 4, 1999, Federal News Service, February 4, 1999.

⁹⁴ « Worldwide Day of al-Quds », Tract de MSA-PSG, 5 mai 1989.

⁹⁵ « Worldwide Day of al-Quds », Tract du MSA-PSG avec des annonces de manifestations le 15 janvier 1999 dans des villes des États-Unis et du Canada, à l'origine sur le site Internet du MSA-PSG, www.msaps.org/quds, et à présent encore disponible en ligne sur : <http://web.archive.org/20030902131038/www.msaps.org/Quds/quds99/images/fquds99.pdf>.

tout le pays, se trouvait une citation de l'Ayatollah Khomeiny : « Si vous voulez libérer Qods (Jérusalem), les Musulmans doivent avoir confiance dans la force de l'Islam. Lors de la Journée Al Qods, tous les Musulmans doivent se concentrer sur l'Islam. »⁹⁶

Lors de ces manifestations, les participants scandaient le type de slogans suivants : « La révolution islamique est le seul chemin », « Qods écoute les Musulmans, nous voulons récupérer Qods », « Sionisme égal racisme ». Des marques de loyauté à l'encontre du chef spirituel de l'Iran, Ali Khamenei ont aussi été témoignées : « Khamenei est notre chef, longue vie à Khamenei ! »⁹⁷

Parmi les organisateurs qui appelaient à prendre part aux manifestations locales, se trouve aussi le « Washington, D.C. Quds Committee », qui affiche comme contact le numéro de téléphone de Bahram Nahidian, un propagandiste confirmé de Khomeiny vivant à Potomac (Maryland) , et la *mosquée Manassa* en Virginie.⁹⁸ Au Michigan, les organisateurs signent en tant que « Michigan Quds Committee », et à Seattle, deux mosquées se sont présentées comme co-organisatrices, la *Islamic Center of Portland* et la *Islamic Center of Seattle*.⁹⁹

Au cours des dernières années, les organisateurs de la Journée Al Qods se sont efforcés de gagner la participation de sunnites extrémistes et autres défenseurs de la cause palestinienne. Aux États-Unis, l'*Islamic Association for Palestine* (Association Islamique pour la Palestine), qui liée avec l'organisation terroriste du Hamas, s'est engagée aussi pour la Journée Al Qods.

Alors qu'au lendemain des attentats terroristes du 11 septembre 2001, les activités des islamistes extrémistes dans les pays occidentaux commençaient à susciter une inquiétude grandissante, les organisations alliées de l'Iran ont essayé de masquer l'origine et la signification de la Journée Al Qods. Ils se sont mis à utiliser une nouvelle rhétorique, de nouveaux slogans et messages, parlaient avant tout des droits des Palestiniens et tentaient de minimiser leurs liens avec l'Iran.

Au cours des dernières années, les manifestations pour la Journée Al Qods aux États-Unis sont devenues de plus en plus restreintes. Les raisons exactes restent incertaines en raison du manque d'information sur l'évolution interne du MSA-PSG. Malheureusement, aucun effort n'a été fait pour isoler les extrémistes au sein de la communauté islamique, ils ont plutôt commencé à se présenter eux-mêmes comme modérés.

En 2002, plusieurs centaines de personnes ont pris part à la manifestation à Houston (Texas), organisée par le « Worldwide Movement for Justice and Peace – WMPJ » (Mouvement Mondial pour la Justice et la Paix), aux cris de « Longue vie à la Palestine ! Mort à Israël ! » On a pu entendre aussi le slogan des opposants américains à la guerre « Sans justice pas de paix ! »¹⁰⁰ En revanche, on ne dénombre que quelques dizaines de personnes ayant pris part à la manifestation de 2004 à Dearborn (Michigan) ;¹⁰¹ une « Manifestation pour la libération de la Palestine » a été organisée lors de la Journée Al Qods en 2004 par le WMPJ dans une salle polyvalente de Houston.¹⁰² En 2005 au même endroit, le WMPJ mettait l'accent sur les droits des Palestiniens et exigeait des participants à la réunion qu'ils expriment « leur opposition à l'occupation injuste, illégale et inhumaine de la terre sainte par les envahisseurs sionistes ».

D'après les derniers développements, on peut compter sur des manifestations futures pour la Journée Al Qods, menées par les adeptes du régime iranien sans que ceux-ci fassent référence de manière trop prononcée à l'Iran. En même temps, ils vont s'efforcer de gagner d'autres organisations non-musulmanes à leur cause, dans le but de montrer que le régime iranien est capable de mobiliser de nouveaux partisans pour la Journée Al Qods. Ceci servirait aussi à démontrer que des groupes appartenant à des communautés majoritaires de la société acceptent de conférer une légitimité à leur cause.

⁹⁶ Tract du MSA-PSG pour la Journée Al Qods 1998, à l'origine sous : « Download Quds Flyer » sur le site internet du MSA-PSG, www.msapsg.org/flyers/html, PDF Document « qudsall-1.pdf ». Quelques documents du MSA-PSG pour la journée Al Qods de 1998 et 1999 sont encore disponibles aujourd'hui sur : <http://web.archive.org/20030902131038/www.msapsg.org/archive.html>.

⁹⁷ A l'origine sur le site du MSA-PSG sous : PDF Document « slogan98.pdf ».

⁹⁸ A l'origine sur le site du MSA-PSG sous PDF Document « qudsdc-1.pdf ».

⁹⁹ A l'origine sur le site du MSA-PSG sous PDF Document « qudsqa-2.pdf ».

¹⁰⁰ Groups rally for Palestinians, Houston Chronicle, 30 novembre 2002.

¹⁰¹ Arabs group hold Arafat memorial in Dearborn, Associated Press, 12 novembre 2004.

¹⁰² Peace and Justice Events Calendar, Pacifica.org, November 2004, www.pacifica.org/calendar/indexpl?Calendar=rootcalendar&View=Event&DateID=11/12/2004&RepeatID=CRfOTcXmre9TceFRRzo8TnxDR

4. La campagne contre la Journée Al Qods à Berlin

Trois années de campagne contre la Journée internationale Al Qods

Alliance berlinoise contre la Journée Al Qods

Tout a commencé au Texas. En novembre 2002, une organisation locale, le *Student Movement Coordination Committee for Democracy in Iran* (Comité de Coordination du Mouvement Etudiant pour la Démocratie en Iran), appelait « la nation éprise de liberté et en lutte contre l'Iran, en particulier la jeunesse et les étudiants, à donner une réponse impitoyable aux défenseurs de l'antisémitisme et du terrorisme en boycottant cette honteuse manifestation dembrigadement qu'on appelle Journée internationale Al Qods. »¹⁰³ Cet appel attira l'attention des activistes du *Bündnis gegen Antisemitismus Berlin* (Alliance contre l'Antisémitisme de Berlin)¹⁰⁴, une petite organisation de gauche, sur les activités de la Journée Al Qods qui a aussi lieu à Berlin. Avec des opposants iraniens et des spécialistes de la mouvance islamiste berlinoise, informés depuis longtemps sur la Journée Al Qods et ses organisateurs¹⁰⁵, celle-ci se mit alors à concevoir une stratégie locale de protestation. De cette initiative est née en 2003 le *Berliner Bündnis gegen den internationalen Al-Quds-Tag* (Alliance contre la Journée internationale Al Qods)¹⁰⁶, qui n'a depuis eu de cesse de protester publiquement contre cette Journée.¹⁰⁷

En novembre 2003, l'*Alliance contre la Journée internationale Al Qods* a publié pour la première fois un appel contre la Journée Al Qods. Aux côtés de l'*Alliance contre l'Antisémitisme de Berlin* (*Bündnis gegen Antisemitismus Berlin*), les initiateurs du premier appel comptaient dans leurs rangs Anetta Kahane (Présidente de la *Fondation Amadeu-Antonio* (*Amadeu-Antonio-Stiftung*)) ; Wahied Wahdathagh (journaliste allemand d'origine iranienne) ; Mohammed Schams (militant de l'opposition iranienne) ; Parvaneh Hamidi (cabarettiste et actrice

iranienne) ; ainsi que Claudia Dantschke et Ali Yildirim, (gérants de la chaîne de télévision germano-turque AYPATV).

L'appel suscita un vif intérêt auprès du public allemand. Le 22 novembre 2003, il avait recueilli 291 signatures de soutien, dont celles de personnalités d'origine immigrée, de représentants des communautés juives et d'initiatives anti-racistes, ainsi que de personnalités politiques au niveau de l'état fédéral) et du Land de Berlin, en particulier du parti des Verts (Bündnis 90/Die Grünen) et de celui du PDS.¹⁰⁸ Avant même le jour de la Journée Al Qods, l'appel avait déjà attiré l'attention des médias et l'administration du Sénat berlinois décida d'empêcher le cortège de la journée Al Qods de défilé sur la prestigieuse artère du Kurfürstendamm –le cœur de la partie ouest de Berlin et de l'autoriser uniquement un parcours adjacent et moins central.

De plus, lors de la Journée Al Qods de 2003, les islamistes participant à la manifestation furent pris d'assaut par un nombre de journalistes, certes peu important, mais critiques. En même temps se tenait une petite manifestation de protestation organisée par l'Alliance. Les organisateurs de la Journée Al Qods avaient imposé eux-mêmes une marche silencieuse à leurs manifestants, pour empêcher les habituels slogans antisémites. Ainsi, pour la première fois, l'Alliance avait réussi à attirer l'attention du public sur le caractère scandaleux de la Journée Al Qods et à limiter le champ d'action publique de la propagande islamiste à Berlin.

L'année suivante, en 2004, la campagne contre la Journée Al Qods fut préparée longtemps à l'avance et les éminents signataires de 2003 furent à nouveau mobilisés. Ainsi, avec l'accord de l'Alliance, le député du parti des Verts, Özcan Mutlu a présenté une requête au Sénat berlinois, grâce à laquelle la Journée Al Qods est devenue un objet de discussion parlementaire. Un membre de notre Alliance, Udo Wolter, a publié une étude exhaustive sur la Journée Al Qods, commandée par Marieluise Beck, alors chargée de l'intégration auprès du Bundestag.¹⁰⁹ Grâce aux fortes marques de soutien reçues (entre autres de l'American Jewish Committee), l'Alliance a réussi à organiser en 2004 un congrès international sur le thème « Idéologie et Stratégie de l'Islamisme ' l'Exemple de la Journée Al Qods »)- et à élargir le champ de la campagne, tant au niveau du contenu

¹⁰³ SMCCDI : « Leave Palestine alone, think about us ! », November 28, 2002, www.daneshjoo.org/article/publish/printer_462.shtml, traduction allemande dans l'hebdomadaire *Jungle World*, www.nadir.org/nadir/periodika/jungle_world/_2002/50/17b.htm.

¹⁰⁴ www.bga-berlin.net.

¹⁰⁵ Le premier article détaillé sur la Journée Al Qods à Berlin a été publié en 1998 par un des co-organisateurs des futures campagnes de protestation : Wahied Wahdathagh/Jürgen Elsässer, « Fundis aller Länder, vereinigt euch ! », in: *Jungle World*, 28.05.1998, sur Internet : www.nadir.org/nadir/periodika/jungle_world/_98/05/29a.htm.

¹⁰⁶ www.against-al-quds-day.org.

¹⁰⁷ La souhait de l'Alliance était cependant toujours d'organiser une protestation ponctuelle contre la Journée annuelle d'Al Qods –voir le texte d'introduction.

¹⁰⁸ L'appel et la liste des signataires de l'année 2003 sont disponibles sur le site Internet : www.gegen-al-quds-tag.de.

¹⁰⁹ Udo Wolter: *Beispiel Al-Quds-Tag – Islamistische Netzwerke und Ideologien unter Migranten in Deutschland und Möglichkeiten zivilgesellschaftlicher Intervention*, November 2004, www.integrationbeauftragte.de/download/gutachten_Quds.pdf.

qu'au niveau géographique. Parmi les invités, on pouvait compter entre autres le professeur israélien David Menashri, un des meilleurs spécialistes mondiaux de l'Iran et Tewfik Allal, représentant du Manifeste des libertés, une initiative laïque de citoyens musulmans de France.¹¹⁰

Pour la première fois, en 2004, des contacts furent établis avec des militants iraniens de Londres. Ceux-ci suivirent l'exemple de la campagne berlinoise et organisèrent une petite manifestation de protestation contre la Journée Al Qods londonienne.¹¹¹ Malheureusement, ce courageux groupe de réfugiés iraniens ne trouva pas d'appui à Londres pour cette initiative. À Berlin, au contraire, le cercle des initiateurs de l'Alliance s'est élargi. Un nouvel appel contre la journée Al Qods fut traduit cette fois en persan et en anglais, et signé au final par plus de 200 personnes.¹¹²

Cependant, comme en 2003, et ce malgré notre objectif proclamé de rester ouverts à tous les partis politiques, une grande partie des initiateurs et des signataires, à quelques exceptions près, étaient issus des cercles de gauche, des verts et des milieux alternatifs. À côté du congrès international, notre action était conçue sur le modèle des protestations de la société civile contre les manifestations néo-nazies. Celles-ci comprennent en principe une contre-manifestation, la distribution de publications et le blocage du trajet des néo-nazis. L'Alliance a donc aussi utilisé des tracts et des affiches pour appeler à manifester contre la journée Al Qods –en particulier dans le quartier berlinois de Kreuzberg, qui abrite une importante mouvance de gauche alternative ainsi qu'une grande communauté d'origine immigrée. Notre message principal était que les efforts antisémites et anti-démocratiques des islamistes ne constituent pas seulement une menace pour les Juifs ou pour la société allemande en général, mais aussi et surtout pour les immigrés d'origine musulmane libéraux, laïcs, féministes et de gauche. Dans le slogan *Contre l'Islamisme, l'Antisémitisme et le Racisme !*, le mot « racisme » visait à éviter la participation de certains cercles pouvant, à travers une manifestation contre l'islamisme, se sentir confirmés dans leur préjugé raciste à l'encontre des populations d'origine immigrée.

Avec l'aide des médias et grâce à la participation de signataires connus, l'Alliance réussit avec succès à attirer l'attention sur le caractère scandaleux de la journée Al Qods, qui, avec un faible nombre de participants, prit à nouveau la forme d'une marche silencieuse sur un parcours adjacent. À côté, seulement 300 personnes au final participèrent à la manifestation de protestation organisée par l'Alliance. À la différence des manifestations contre les cortèges locaux de

néo-nazis, qui ont lieu régulièrement, une manifestation contre une marche islamiste antisémite ne mobilise que faiblement les cercles habituels de gauche –pour ne citer qu'eux.

En octobre 2005, la mobilisation pour la campagne a connu un double essor. Tout d'abord, le soutien des communautés turques et kurdes de Berlin s'est renforcé avec la participation de la Kreuzberger Initiative gegen Antisemitismus (*Initiative de Kreuzberg contre l'Antisémitisme*), la Kurdistan AG Freie Universität Berlin (*Association Kurdistan de l'Université Libre de Berlin*) et l'Europäisches Zentrum für Kurdische Studien (*Centre Européen pour les Etudes Kurdes*). Pour la première fois, des traductions de l'appel en turc, kurde et arabe furent publiées aux côtés du texte original allemand et des traductions anglaise et persane. Parallèlement, la section berlinoise de la Deutsch-Israelische Gesellschaft – DIG (*Société germano-israélienne*) et le Deutsch-Israelisches Jugendforum (*Forum de Jeunesse germano-israélien*) ont aussi rejoint l'Alliance. Avant la publication de l'appel, l'Alliance avait réussi à obtenir le soutien de 26 personnalités –parmi lesquelles des députés au Bundestag, anciens ou actuels, appartenant à tous les partis qui y sont représentés, ainsi que de nombreuses personnalités d'origine immigrée, comme le député européen des Verts, Cem Özdemir, et l'avocate féministe Seyran Ateş.

Ceci contribua déjà à alimenter l'attention des médias. Le discours –aujourd'hui tristement célèbre– d'Ahmadinejad sur la destruction d'Israël a propulsé la manifestation berlinoise contre la journée Al Qods au-devant de la scène médiatique. Le jour de la manifestation, de nombreuses chaînes de télévision en ont parlé le soir même.

La participation à la manifestation de protestation de 2005, bien que relativement faible, étonna positivement de par son hétérogénéité : des participants d'origine kurde, turque et iranienne, ont manifesté ensemble avec des membres de la communauté juive, ainsi que d'autres Berlinoises, contre l'islamisme et l'antisémitisme. Au moment du passage du cortège islamiste, entraînés par un chanteur juif, ils entonnèrent haut et fort le chant de paix juif : « Evenou shalom aleichem ». Devant les politiciens présents –parmi lesquels le Président des Verts, Reinhard Bütikofer, les députés au Bundestag Hellmut Königshaus (FDP), Petra Pau et Hakki Keskin (Linkspartei), le Président de la Communauté Turque d'Allemagne, Kenan Kolat, et l'orateur Cem Özdemir– le Président de l'Union des Syndicats Allemands, Michael Sommer, s'est spontanément saisi du microphone pour qualifier énergiquement le discours antisémite d'Ahmadinejad –qui avait exigé de « rayer » Israël de

¹¹⁰ Parmi les financeurs et les co-organisateur de la conférence se trouvaient la fondation Heinrich-B-II, proche des Verts, la fondation social-démocrate Friedrich-Ebert, le Middle East Media Research Institute de Berlin (MEMRI Berlin) et le bureau berlinois de l'American Jewish Committee.

¹¹¹ Rapport et tract des manifestants de protestation sur le site www.iranvajahan.net/cgi-bin/news.pl?l=en&ty=2004&tm=11&td=06&ta=7.

¹¹² L'appel, les initiateurs et les signataires de l'année 2004 se trouvent sur le site : www.gegen-al-quds-tag.de.

la carte- d'« appel au génocide ».

L'Alliance ne résume pas son succès uniquement à la participation et à l'influence de personnalités politiques importantes. De petites actions ciblées furent aussi initiées pour tenter de s'opposer sur le terrain à la propagande iranienne lors de la Journée Al Qods, ainsi qu'à ses organisateurs. Ainsi, les membres de l'Alliance ont rédigé une lettre, envoyée à plus de 50 institutions dans le monde entier, parmi lesquelles des universités et des organisations interculturelles au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Australie- qui présentaient la Journée Al Qods sur leur site Internet comme un jour de fête religieuse musulmane. Suite à cette lettre, la plupart des institutions -dont la page Internet *interfaithcalendar.org*, qui sert de référence au niveau international - ont modifié leur calendrier interreligieux, ce que les partisans internationaux du régime iranien n'ont pas manqué de remarquer immédiatement.¹¹³

Au final, les trois années de campagne contre la Journée Al Qods à Berlin ont eu un impact très fort sur la prise de conscience de la propagande antisémite du régime iranien en Allemagne. Suite aux pressions publiques, les organisateurs de la manifestation islamiste se sont vus obligés de présenter une image modérée et d'imposer à leur cortège une marche silencieuse. Ceci a entraîné une nette diminution de l'attrait de cet événement de la part des sympathisants de la mouvance islamiste. Depuis le début de la campagne de protestation, le nombre de participants à la manifestation islamiste n'a cessé de baisser.

Pour finir, la campagne de l'Alliance a aussi attiré l'attention au niveau international : en 2005, l'appel a reçu des signatures de soutien de France, de Belgique, de Suisse, du Canada, de Grande-Bretagne, de Turquie, d'Israël, des États-Unis, de Grèce, de Norvège, de Suède, des Pays-Bas, de l'Autriche et de Finlande. De précieux contacts pour de futures activités contre la propagande islamiste ont pu être établis. L'offensive antisémite de l'État iranien, menée via le Président Ahmadinejad, devrait représenter une motivation suffisante pour établir un réseau international de forces de protestation issues de la société civile. La journée Al Qods de 2006 devrait être l'occasion de manifester. Et pas seulement dans les rues de Berlin, mais aussi à Londres, Toronto et ailleurs.

¹¹³ Toby Axelrod : As Iran calls to destroy Israël, new look at « holiday » with same goal, Jewish Telegraphic Agency, Octobre 28, 2005, www.jta.org/page_view_story.asp?intarticleid=15976&intcategoryid=2. et "SMERI researcher's thesis on Quds Day under fire", in: Shajaratun Munta Educational and Research Institute, Newsletter December 2005, www.geocities.com/smuntazirah/issue12.pdf.

Ensemble contre l'Islamisme et l'Antisémitisme !

Appel contre la Journée internationale Al Qods du 29 octobre 2005

En 1979, l'Ayatollah Khomeyni appela à manifester le dernier vendredi du mois de ramadan pour la « libération » de Jérusalem (Al Qods) et la destruction de l'État d'Israël. Cette année encore, le gouvernement iranien et les khomeynistes du monde entier appellent à manifester : au Liban, à Téhéran, Berlin, Londres, Toronto, Djakarta. La Journée internationale Al Qods attise la haine antisémite et renforce le pouvoir de la dictature islamiste iranienne et de ses partisans au niveau mondial. Nous, signataires du présent appel, défendons des positions différentes sur le conflit au Moyen-Orient, mais protestons d'une même voix contre cette journée de propagande internationale islamiste !

Depuis dix ans, Berlin est le théâtre d'une manifestation islamiste dans le cadre de la Journée internationale Al Qods. Les premières années, les manifestants réclamaient ouvertement la destruction de l'État d'Israël en agitant des banderoles « Mort à Israël ». Après avoir été critiqués publiquement pour incitation à la haine, les organisateurs de cette manifestation s'efforcent de masquer leurs intentions au grand public à l'aide de slogans neutres, tels que « Contre l'occupation, l'antisémitisme et le racisme ». Mais la Journée Al Qods n'est pas une « manifestation pacifique contre Israël », comme elle a pu être présentée dans certains articles de journaux ! Elle est l'expression d'une haine pure, une manifestation publique d'un antisémitisme essayant de se déguiser en critique d'Israël et d'un rejet des valeurs universelles, telles que la liberté, l'égalité et l'émancipation.

L'idéologie de l'islam politique est devenue un vecteur répandant l'antisémitisme dans la culture musulmane au quotidien, et à travers elle, la jeunesse et les enfants sont endoctrinés à dessein. L'antisémitisme n'est pas la seule forme d'expression de la pensée islamiste haineuse. D'autres aspects de ce mode de pensée totalitaire sont l'apartheid sexuel et la discrimination sexuelle dans leurs différents aspects : homophobie, crimes d'honneur, lapidation. Récemment, deux mineurs ont été condamnés à mort en Iran et pendus en raison de leur orientation sexuelle. En ce moment, les trois frères de la jeune Hatun Sürücü, motivés par un code d'honneur misogyne, sont sous le coup d'une enquête, à Berlin. Il leur est reproché d'avoir assassiné leur sœur. Leur crime est lié au modèle social propagé par les islamistes, lequel

stigmatise tout mode de vie librement choisi comme étant « impie », « occidentalisé » et « décadent », alimentant un climat de violence parmi les jeunes Musulmans, dans notre société.

Ignorer le problème au nom d'un multiculturalisme bien intentionné, comme avoir des réflexes racistes en proposant de généraliser la pratique des expulsions d'étrangers, n'est pas la solution à cette situation inquiétante. Pour nous, la lutte contre l'islamisme passe avant tout par la solidarité avec ses victimes. L'islamisme menace et détruit tout ce qui s'oppose à lui. Les attentats de Madrid, de Londres, Istanbul, Bali et Bagdad sont une preuve évidente de cette logique de destruction.

Nous appelons à prendre part à une manifestation de protestation le 29 octobre contre la manifestation Al Qods à Berlin. Nous souhaitons rassembler et motiver des initiatives, dans d'autres villes, en d'autres occasions. La lutte contre la propagande islamiste passe par un engagement citoyen.

Initiateurs :

- Arne Behrensen, Alliance contre l'Antisémitisme (*Bündnis gegen Antisemitismus*), Berlin
- Ahmet Dag, Kurdistan AG de l'Université Libre de Berlin
- Claudia Dantschke und Ali Yildirim, AYPÄ-TV
- Aycan Demirel, Initiative de Kreuzberg contre l'Antisémitisme (KIGÄ e.V.)
- Gerlinde Gerber, Forum Jeunesse de la Société Israélo-Allemande (*Jugendforum der Deutsch-Israelische Gesellschaft*), Berlin
- Siamend Hajo, Centre Européen des Etudes Kurdes, Berlin
- Meggie Jahn, Société Israélo-Allemande, (*Deutsch-Israelische Gesellschaft*), Berlin
- Anetta Kahane, Fondation Amadeu Antonio, Berlin
- Hamid Nowzari, Comité directeur de l'Association des Réfugiés Iraniens (*Vorstand des Vereins Iranischer Flüchtlinge in Berlin e.V.*), Berlin
- Thomas Uwer, Association pour l'Aide d'urgence et le Développement solidaire (*Verband für Krisenhilfe und solidarische Entwicklungszusammenarbeit*), Berlin

Premiers signataires:

1. Sharon Adler, Editrice, AVIVA-Online Magazin, Berlin
 2. Seyran Ateş, Avocate, Berlin
 3. Evrim Baba, Porte-parole pour la politique de la femme du parti Linkspartei PDS au Sénat de Berlin
 4. Eckhardt Barthel, Ancien député au Bundestag
 5. Marieluise Beck, Député au Bundestag, parti Bündnis 90/Die Grünen
 6. Niloofar Beyzaie, Dramaturge et metteur en scène, Francfort-sur-le-Main
 7. Jean-Yves Camus, Politologue, Paris
 8. Jochen Feilke, Ancien député du Bundestag, Vice-Président de la Société Israélo-Allemande (DIG) et Président de la DIG Berlin
 9. Parvaneh Hamidi, Cabarettiste, Berlin
 10. Kadriye Karci, Porte-parole du groupe de travail fédéral Anti-Racisme, Politique de l'Immigration et du droit d'Asile du Linkspartei PDS, Berlin
 11. Sanem Kleff, Pédagogue, Berlin
 12. Dr. Martin Kloke, Editeur et auteur, Berlin
 13. Kurdistan Kultur und Hilfsverein e.V., Berlin
 14. Prof. Manfred Lahnstein, Président de la DIG, Ancien ministre fédéral
 15. Özcan Mutlu, Porte-parole de la politique d'éducation du Bündnis 90/Die Grünen auprès du Sénat de Berlin
 16. Dirk Nibel, Député du Bundestag, parti du FDP et Vice-Président de la DIG
 17. Cem Özdemir, Député au Parlement européen, Bündnis 90/Die Grünen, Bruxelles
 18. Petra Pau, Députée du Bundestag, Linkspartei.PDS, Berlin
 19. Michael S. Cullen, Auteur et Historien, Berlin
 20. Eberhard Seidel, Journaliste, Berlin
 21. Silke Stokar, Porte-parole de la politique intérieure du Bündnis 90/Die Grünen auprès du Bundestag
 22. Bernd Wagner, ZDK Gesellschaft Demokratische Kultur GmbH, Berlin
 23. Josef Winkler, Porte-parole de la politique d'intégration du Bündnis 90/Die Grünen auprès du Bundestag
 24. Koray Yilmaz-Güney, Journaliste, Berlin
 25. Turgut Yüksel, Conseiller municipal de Francfort-sur-le-Main, SPD
 26. Steffen Zillich, Député du Sénat de Berlin, Linkspartei PDS
- Pour consulter toute la liste des signataires de l'appel de 2005 : www.gegen-al-quds-tag.de.

5. Auteurs et contributeurs

Yehudit Barsky

Directrice du Département *Terrorisme International et Moyen-Orient* auprès de l'American Jewish Committee à New York.

Reza Bayegan

Auteur et journaliste freelance à Paris. Ses articles sont publiés dans FrontPage, National Review et sur le site Iranian.com. Il enseigne la littérature américaine à la Faculté Libre de Droit, d'Economie et de Gestion et travaille pour le British Council.

Arne Behrensen

Politologue à Berlin.

Jean-Yves Camus

Politologue résidant à Paris et chercheur auprès de l'Institut universitaire d'études juives Elie Wiesel.

Claudia Dantschke

Spécialiste du monde arabe et depuis 1993 journaliste freelance pour la chaîne de télévision germano-turque AYPATV à Berlin. En 2002/2003, elle a participé à la publication de l'étude réalisée par la ville de Berlin sur le thème « *Demokratiegefährdende Phänomene und Möglichkeiten der Intervention* ».

Mira Dietz

Sociologue vivant actuellement à Beyrouth.

Mark Gardner

Responsable des Relations Publiques auprès du *Community Trust Center* à Londres. Le *Community Trust Center* réalise des analyses sur l'antisémitisme et la sécurité pour la communauté juive et le grand public.

Iranischer Dialogkreis in Berlin

Cercle de travail composé d'Iraniens exilés et engagés dans l'échange culturel germano-iranien.

Jochen Müller

Docteur en islamologie et ancien directeur du bureau berlinois de *Middle East Media Research Institute* (MEMRI).

Alireza Nourizadeh

Iranien exilé et journaliste à Londres. Il écrit actuellement pour le journal iranien publié à Londres *Keyhan* et travaille en tant que Senior Researcher au *Center for Arab and Iranian Studies*.

Walid Salem

Directeur du bureau de Jérusalem-Est de *Panorama* (Center for the Dissemination of Democracy and Community Development).

Udo Wolter

Auteur et journaliste freelance à Berlin. Il a publié en 2004 une étude sur la Journée Al Qods pour la déléguée à l'intégration du gouvernement allemand.

Deniz Yücel

Politologue et rédacteur de l'hebdomadaire *Jungle World* à Berlin.

Version originale allemande Mars 2006

Version anglaise Juin 2006

Version française Mai 2007

**American Jewish Committee Berlin Office
Lawrence & Lee Ramer Center for German-Jewish Relations
Mosse Palais · Leipziger Platz 15 · 10117 Berlin
Tel. (030) 22 65 94-0 · Fax (030) 22 65 94-14
www.ajc.org · www.ajcgermany.org**